

**M. Franck PETIT**  
**Professeur de droit privé**  
**à l'Université d'Aix-Marseille**  
[franck.petit@univ-amu.fr](mailto:franck.petit@univ-amu.fr)

**ACTIVITE PROFESSIONNELLE-----**

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017 : Professeur de droit privé à l'Université d'Aix-Marseille  
2008-2017 : Professeur de droit privé à l'Université d'Avignon  
Du 5 février 2011 au 4 février 2016 : Doyen de la faculté de Droit, Economie, Gestion d'Avignon  
1998 - 2008 : Maître de conférences en droit privé à l'Université Panthéon-Sorbonne  
1998 : Chargé de recherche contractuel à l'Université d'Amiens (CEPRISCA : Centre de recherche en droit privé et en science criminelle)  
1995-1997 : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Panthéon-Sorbonne.  
1994-1995 : Chargé d'enseignement contractuel à l'Université Panthéon-Sorbonne.

**DIPLOMES-----**

**1) Habilitation à diriger des recherches**

Date de soutenance : 5 juillet 2005, à l'Université Panthéon-Sorbonne Paris I  
Directeur de recherche : Pierre RODIERE  
Membres du jury : Mme Marie-Laure COQUELET, MM. Paul-Henri ANTONMATTEI, François GAUDU, Pierre RODIERE, Pierre-Yves VERKINDT

**2) Thèse de doctorat en droit privé**

Titre de la thèse : **LA NOTION DE REPRESENTATION DANS LES RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL**  
Date de soutenance : 19 juin 1997, à l'Université Panthéon-Sorbonne Paris I  
Directeur de thèse : Pierre RODIERE  
Membres du jury MM. Gérard COUTURIER, Philippe LANGLOIS, Jean-Emmanuel RAY, Pierre RODIERE (Professeurs), Pierre LANQUETIN (Conseiller à la Cour de cassation)  
Cette thèse a été réalisée dans le cadre d'un contrat d'ATER avec l'Université PARIS I (1995-1997). Elle a reçu la mention **Très honorable** avec les **félicitations du jury**. Elle a fait l'objet, en outre, d'une **proposition pour un prix** et une **subvention de publication**.  
Elle a été honorée le 18 décembre 1997 du **prix de thèse** que dote l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (**UIMM**) et a été publiée à la Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence (LGDJ), Bibliothèque de droit privé dirigée par Jacques GHESTIN, tome 291.

**ACTIVITES PEDAGOGIQUES-----**

**Matières enseignées**

Contentieux social  
Droit des contrats

Droit du travail (relations individuelles, relations collectives)  
Droit de la formation professionnelle  
Droit de l'emploi et accompagnement  
Droit électoral de l'entreprise  
Droit syndical  
Droit de la sécurité sociale  
Droit comparé de la sécurité sociale  
Hygiène et sécurité en entreprise  
Introduction générale au droit  
Méthodologie à la recherche juridique  
Négociation collective  
Prévoyance

## **ACTIVITES DE RECHERCHE-----**

- 1) Depuis 2017 :** membre du Centre de Droit Social (EA 901)  
Responsable du thème de recherche « Normativité, liberté, justiciabilité ».
- 2) Mai 2017 :** **Expert externe** auprès de l'**ANR**.
- 3) Attributaire de la Prime d'Excellence Scientifique (PES) de 2012 à 2015**
- 4) De 2015 à 2017 :**  
Responsable de projets Travail/Emploi au sein du LBNC (Laboratoire Biens, Normes, contrats AE 3788).  
Rapporteur extérieur pour expertiser les dossiers de candidature à un avancement ou à la PEDR (prime d'encadrement doctoral et de recherche/prime d'excellence scientifique) auprès de l'université d'Aix-Marseille (AMU).
- 5) De 2008 à 2017 :**  
Membre permanent du Laboratoire Biens, Normes et Contrats (LBNC EA 3788).  
Membre associé du Centre de Recherche en Droit Social de l'Université Paris I – Institut Tunc.
- 6) 2008-2011 :**  
Responsable de l'Axe de recherche Théories des normes et contrats, au sein du Laboratoire Biens, Normes, contrats.  
Chargé du séminaire des doctorants du Laboratoire Biens, Normes, Contrats.
- 7) 1994-2008 :**  
Membre permanent du Centre de Recherche en Droit Social (CRDS) de l'Université Paris I - dirigé par MM. Gérard COUTURIER et Pierre RODIERE.
- 8) 2003-2006 :**  
Recherche collective sur les interactions entre le droit du travail et la procédure civile (sous la direction de MM. Gérard COUTURIER, co-responsable du centre de recherche en droit social de l'Université Paris I, et Loïc CADIET, responsable du centre de recherche sur la justice et le procès de l'Université Panthéon-Sorbonne). Ma contribution s'est traduite par la participation à deux colloques :

\* Le premier de ces colloques s'est tenu à l'Ecole Normale Supérieure le 20 mars 2006 sur le thème des actions en justice et de la représentation ; mon intervention était intitulée « **Nature et vertu de l'action de substitution** ».

\* Le second s'est tenu le 25 septembre 2006 dans les locaux de l'Institut Universitaire de France sur le thème de l'instance dans le procès du travail ; mon intervention était intitulée « **L'instance en matière de contentieux électoral** ».

## 9) 1998 :

**Chargé de recherche contractuel** pour l'exécution d'un contrat de recherche conclu par le CEPRISCA (Centre de recherche en droit privé de l'Université d'Amiens) sur le thème du **Juge, instance de régulation du marché du travail** (sous la direction du Professeur Daniel GUTMANN).

## 10) Thèses (encadrement ou participation à des jurys)

### Thèses en cours (direction F. Petit)

Co-direction de thèse de Mlle Caroline Gérard, « **La post-majorité** », en cours depuis 2015 (Co-direction avec Jean-Louis Respaud, Centre de droit de la consommation et du marché, université de Montpellier).

Direction de thèse de Mme Cristelle Nicolas, « **Charge de travail et pénibilité** », en cours depuis 2015.

Co-direction de thèse de M. Nicolas Masquefa, « **La patrimonialisation du corps humain** », (co-direction avec Jean-louis Respaud, Montpellier), en cours depuis 2015.

Co-direction de thèse de Mme Noura Genhani, « **La protection de la volonté dans les contrats d'adhésion** », en cours depuis 2015 (Co-directeur Noomen Rekik, Université d'Avignon et de Sfax).

Co-direction de la thèse de Mme Leïla N'bouhou, « **La protection sociale de l'agriculteur accidenté** », (co-direction avec Thierry Tauran, Metz), en cours depuis septembre 2015.

Co-direction de la thèse d'Adem Degirmenci, « **Droit et politique de la concurrence en Turquie** », (co-direction avec Jean-Louis Respaud, Montpellier), en cours depuis septembre 2015.

Direction de la thèse de Mathilde Favre-Artigues, « **Le temps travaillé (approche juridique)** » - convention CIFRE, en cours depuis septembre 2016.

Direction de la thèse de Sandy Noisette, « **Performance et droit du travail** », en cours depuis septembre 2016.

Direction de la thèse de Caroline Lopez, « **Le droit du journalisme** », en cours depuis octobre 2016.

Co-direction (avec Guillaume Champy) de la thèse de Clara Nahmani, « **Le travail pénitentiaire (approche juridique)** », en cours depuis novembre 2016.

Direction de la thèse de M. Redouane Boulahbal, « **Le contentieux de l'assurance-chômage des agents publics** », en cours depuis septembre 2017

Direction de la thèse de M. Yves Duclos, « **Le statut des magistrats prud'homaux** », en cours depuis septembre 2017.

#### **Thèses soutenues (direction F. Petit) :**

Direction de la thèse de Mme Sandra Bouix, « **La protection de l'acheteur-consommateur** », soutenue le 30 novembre 2010 (Université d'Avignon).

Direction de thèse de Mme Léa Amic, « **La loyauté dans les relations du travail** », soutenue le 19 décembre 2014, (Université d'Avignon).

Direction de la thèse de Mme Jennifer Decamps, « **Les modes amiables de rupture du contrat de travail** », soutenue le 19 décembre 2014 (Université d'Avignon).

Direction de thèse de M. Henrik de Brier, « **La mobilité du salarié** », soutenue le 14 décembre 2015 (Université d'Avignon).

Direction de thèse de M. Kay Phongsavanh, « **La souffrance morale au travail** », soutenue le 17 décembre 2015 (Université d'Avignon).

Direction de thèse de Mme Charlotte Brès, « **Le droit à l'accompagnement** », soutenue le 4 décembre 2015 (Université d'Avignon).

Direction de thèse de Mme Catherine Zarba, « **Le licenciement pour motif économique dans les groupes de sociétés** », soutenue le 4 décembre 2015 (Université d'Avignon).

Direction de thèse de Mme Aziza Bouhayoufi, « **Le droit électoral de l'entreprise** », soutenue le 15 décembre 2016 (Université d'Avignon).

#### **Participations à des jurys de thèse ou d'HDR**

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 19 décembre 2017 à l'Université Panthéon-Sorbonne pour entendre Mme Laure Lafourcade sur sa thèse intitulée « **Les droits d'action collective à l'épreuve des mutations technologiques** », (Directeur de thèse : M. Pierre-Yves Verkindt, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne).

Président du jury qui s'est tenu le 15 décembre 2017 à l'Université Aix-Marseille pour entendre Mme Sabrina Settembre sur sa thèse intitulée « **L'inégalité de la réparation des victimes en droit commun et en accidents du travail** », (Directeur de thèse : M. Marc Bruschi, professeur à l'Université d'Aix-Marseille).

Membre du jury qui s'est tenu le 12 décembre 2017 à l'Université Aix-Marseille pour entendre Mme Jessica Attali-Colas sur sa thèse intitulée « **Contribution à l'étude de la sécurisation des retraites** », (Directeur de thèse : M. Alexis Bugada, professeur à l'Université d'Aix-Marseille).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 11 décembre 2017 à l'Université de Montpellier pour entendre Mme Manon Arnaud sur sa thèse intitulée « **L'extinction des conventions et accords collectifs de travail** », (Directeur de thèse : M. Paul-Henri Antonmattei, professeur à l'Université de Montpellier).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 30 janvier 2017 à l'Université d'Aix-Marseille pour entendre Mme Aude Roccaselva-Serrano sur sa thèse intitulée « **La qualité de travailleur handicapé** », (Directeur de thèse : M. Alexis Bugada, professeur à l'Université d'Aix-Marseille).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 16 décembre 2016 à l'Université d'Aix-Marseille pour entendre Mme Pauline M'Bediobet Mabala Ngoma sur sa thèse intitulée « **L'âge en droit privé** », (Directeur de thèse : M. Philippe Bonfils, professeur à l'Université d'Aix-Marseille).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 9 décembre 2016 à l'Université Lille 2 pour entendre Mme Emmanuelle Clément sur sa thèse intitulée « **L'établissement distinct en droit du travail** », (Directeur de thèse : M. Bernard Bossu, professeur à l'Université Lille 2).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 7 décembre 2016 à l'Université de Montpellier pour entendre M. Abdelhafid Hikmet Dib sur sa thèse intitulée « **La mobilité internationale des travailleurs salariés en droit français et en droit algérien : étude comparative** », (Directeur de thèse : M. Bruno Siau, maître de conférences HDR à l'Université de Montpellier).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 26 octobre 2016 à l'Université Panthéon-Sorbonne pour entendre Mme Rosane Martins Padhila Gauriau sur sa thèse intitulée « **La contribution du juge du travail en matière de harcèlement moral en France et au Brésil** », (Directeur de thèse : M. Grégoire Loiseau, professeur à l'Ecole de droit de la Sorbonne).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 18 décembre 2015 à l'Université de Bordeaux pour entendre M. Jean-Baptiste Debourg sur sa thèse intitulée « **Application et impact de la réforme de la représentativité syndicale dans les entreprises à structure complexe** », (Directeur de thèse : M. Gilles Auzero, professeur à la faculté de droit de Bordeaux).

Membre du jury qui s'est tenu le 9 décembre 2015 à Aix Marseille Université pour entendre Mme Sophie Séréno sur sa thèse intitulée « **Le défenseur des droits et les discriminations dans l'emploi** », mention très honorable avec félicitations (Directeur de thèse : Alexis Bugada, professeur à Aix Marseille université)

Membre du jury qui s'est tenu le 8 décembre 2015 à Aix Marseille Université pour entendre M. Jean-Edouard Antz sur sa thèse intitulée « **La recherche médicale et la condition juridique des prélèvements humains** », mention très honorable avec félicitations (Directeur de thèse : Antoine Léca, professeur à Aix Marseille université)

Membre du jury qui s'est tenu le 5 juin 2015 à l'Université d'Avignon pour entendre Mme Alexandra Theodoropoulos sur sa thèse intitulée « **Les accords collectifs de groupe** », mention très honorable (Directeur de thèse : M. Gérard Vachet, Professeur à l'Université de Lyon III)

Membre du jury qui s'est tenu le 5 juin 2015 à l'Université d'Avignon pour entendre M. Morgan Le Goues sur sa thèse intitulée « **Le consentement du patient en droit de la santé** », mention très honorable (Directeur de thèse : Mme Valérie Bernaud, Maître de conférences HDR à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse)

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 12 décembre 2014 à l'Université d'Aix-Marseille pour entendre M. Thinault Pinatel sur sa thèse intitulée : « **Les organisations d'étudiants à vocation représentative** », mention très honorable avec félicitations (Directeur de thèse, M. Olivier Sautel, Maître de conférences à l'Université de Montpellier)

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 10 décembre 2014 à l'Université de Montpellier pour entendre M. Rémi Porte sur sa thèse intitulée : « **Le sportif amateur et le risque** », mention très honorable (Directeur de thèse, M. Olivier Sautel, Maître de conférences à l'Université de Montpellier)

Membre du Jury qui s'est tenu le 13 décembre 2013 à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse pour entendre M. Roger Gontard sur sa thèse intitulée : « **Les prisons ouvertes** », mention très honorable avec les félicitations du jury (Directeur de thèse. M. Guillaume Champy, maître de conférences à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 25 octobre 2013 à l'Université des sciences sociales de Toulouse pour entendre Mme Marion Emeras sur sa thèse intitulée : « **La réforme de la démocratie sociale dans l'entreprise après 2008** », mention très honorable avec les félicitations du jury (Directeur de thèse, Mme Thérèse Aubert-Monpeyssen, Conseiller à la Cour de cassation)

Président du jury qui s'est tenu le 17 mai 2013 à l'Université d'Aix-Marseille Université pour entendre Mme Vera Zavyalova-Delhomme sur sa thèse intitulée « **Partenariat social et droit des conventions et accords collectifs de travail en droit russe. Analyse critique et comparée à la lumière du droit du travail français** », mention très honorable avec félicitations du jury (Directeur de thèse : M. Alexis Bugada, professeur à Aix-Marseille Université).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 15 mai 2013 à l'Université de Lille II pour entendre M. François Bizeur sur sa thèse intitulée : « **L'information du salarié dans les relations individuelles de travail** », mention très honorable avec félicitations du jury (Directeur de thèse : M. Bernard Bossu, professeur à l'Université de Lille II).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 25 février 2013 à l'Université Panthéon-Sorbonne pour entendre Mme Man Jing LI sur sa thèse « **Droit du travail et politique de l'emploi en Chine** », mention honorable (Directeur de thèse : MM. François Gaudu et Jean-Emmanuel Ray, professeurs à l'Ecole de droit de la Sorbonne)

Membre du jury de HDR qui s'est tenu le 17 décembre 2012 à l'Université de Montpellier II pour entendre M. Philippe Grignon (Directeur de recherche : Daniel Mainguy, professeur à l'université de Montpellier)

Membre rapporteur du Jury qui s'est tenu le 11 décembre 2012 à l'Université de Montpellier II pour entendre M. Lucas Freisses sur sa thèse intitulée « **Stratégie d'anticipation des restructurations** », mention très honorable avec félicitations du jury (Directeur de thèse :

MM. Stéphane Darmaisain, Maître de conférences à l'Université de Nîmes, et Olivier Sautel, Maître de conférences à l'Université de Montpellier).

Membre (rapporteur) du jury qui s'est tenu le 16 novembre 2012 à l'Université de Cergy-Pontoise pour entendre M. Yacouba Sangare sur sa thèse intitulée « **Les sanctions en droit du travail** » (Etude comparative France-Mali), mention très honorable (Directeur de thèse : M. Alain Coeuret, Professeur à l'Université de Cergy Pontoise).

Membre du jury qui s'est tenu le 11 avril 2012 à l'Université Panthéon-Sorbonne pour entendre Melle Claire Quéstand-Finet sur sa thèse intitulée : « **Les présomptions en droit privé** », mention très honorable avec félicitations du jury (Directeur de thèse, M. Emmanuel Jeuland, Professeur à l'Ecole de droit de la Sorbonne).

Membre rapporteur du Jury qui s'est tenu le 16 décembre 2011 à l'Université de Montpellier II pour entendre M. Doro Gueye sur sa thèse intitulée « **Le préjudice économique pur** », mention très honorable (Directeur de thèse : M. Jean-Louis Respaud, Maître de conférences à l'Université d'Avignon)

Membre rapporteur du Jury qui s'est tenu le 2 décembre 2011 à l'Université d'Aix-Marseille III pour entendre Melle Claire Morin dans le cadre de sa HDR (Directeur de recherche : M. Alexis Bugada, Professeur à l'Université Paul Cézanne – Aix-Marseille III)

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 29 novembre 2011 à l'Université de Montpellier pour entendre Lionel Marzials sur sa thèse intitulée « **L'emploi des travailleurs handicapés** », mention très honorable (Directeur de thèse : M. Bruno Siau, Maître de conférences à l'Université de Montpellier)

Membre du jury qui s'est tenu le 19 octobre 2011 à l'Université de Lyon III pour entendre Melle Maud Gautier sur sa thèse intitulée : « **Les clauses de rendement** », mention très honorable (Directeur de thèse, M. William Dross, Professeur à l'Université de Lyon III)

Membre (rapporteur) du jury qui s'est tenu le 14 décembre 2010 à l'Université de Cergy-Pontoise pour entendre M. Ahmed Bello sur sa thèse intitulée « **Etude comparative des libertés collectives des travailleurs ; Essai de rapprochement à partir de la situation juridique des travailleurs français et béninois** », mention très honorable (Directeur de thèse : M. Alain Coeuret, Professeur à l'Université de Cergy Pontoise).

Président du jury qui s'est tenu le 24 novembre 2010 à l'Université d'Avignon pour entendre M. Lionel Charbonnel sur sa thèse intitulée « **La hiérarchie des normes conventionnelles : contribution à l'analyse normativiste du contrat** », mention très honorable, avec félicitations du jury (Directeur de thèse : Mme Anne Pélissier, Professeur de droit à l'Université de Montpellier)

Membre (rapporteur) du jury qui s'est tenu le 15 novembre 2010 à l'Université Lumière Lyon 2 pour entendre Melle Vanina Franconi sur sa thèse intitulée « **L'actualité des attributions du comité d'entreprise en matière économique** », mention très honorable (Directeur de thèse : Mme Marie-Cécile Escande-Varniol, Maître de conférences à l'Université de Lumière Lyon 2)

Membre (rapporteur) du jury qui s'est tenu le 8 juillet 2010 à l'Université de Montpellier pour entendre M. Nicolas Pépin sur sa thèse intitulée « **Le lien de subordination juridique dans les relations de travail** », mention honorable (Directeur de thèse : M. Bruno Siau, Maître de conférences à l'Université de Montpellier)

Membre (rapporteur) du jury qui s'est tenu le 18 juin 2010 à l'Université de Montpellier pour entendre M. Henri-Georges Bascou sur sa thèse intitulée « **La pratique du contrôle URASSAF ; 25 ans d'expérience pour la défense des droits de l'entreprise cotisante** », mention très honorable (Directeur de thèse : M. Daniel Mainguy, Professeur à l'Université de Montpellier)

Membre (rapporteur) du jury qui s'est tenu le 19 janvier 2010 à l'Université de Montpellier pour entendre M. David Paget sur sa thèse intitulée « **Contribution à l'étude du salariat sportif** », mention très honorable (Directeur de thèse : M. Stéphane Darmaisin, Maître de conférences à l'Université de Nîmes)

Président du jury qui s'est tenu le 28 septembre 2009 à l'université d'Avignon pour entendre Melle Céline Être sur sa thèse intitulée « **Valeur juridique des textes éthiques des multinationales. Contribution à l'étude de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE)** », mention honorable (Directeur de thèse : Mme Martine Le Friant, Professeur de droit à l'Université d'Avignon)

Membre du jury qui s'est tenu le 18 décembre 2008 pour entendre M. Ali Hajipour sur sa thèse intitulée « **La réorganisation de la démocratie à l'ère de l'informatique** », mention très honorable avec félicitations du jury (Directeur de thèse : M. Jean-Claude Masclet, Professeur de droit, Vice-Président de l'Université Paris I)

Membre (rapporteur) du jury qui s'est tenu le 3 juin 2008 pour entendre M. Salim El-Heit sur une thèse intitulée « **L'infraction criminelle intrafamiliale : vers un droit pénal de la famille ?** », mention très honorable (Directeur de thèse : M. Franck Arpin-Gonnet, Maître de conférences à l'Université Paris VIII, Doyen honoraire de la faculté de droit).

Membre (rapporteur) du jury qui s'est tenu le 9 mars 2007 pour entendre Melle Sandra Bonfils sur sa thèse « **La tutelle en droit civil en France** », mention honorable (Directeur de thèse : M. Pierre Lunel, Professeur de droit, Président honoraire de l'Université Paris VIII).

## **11) Encadrement des mémoires de Master II (avec soutenance)**

Plus d'une cinquantaine de mémoires pour les étudiants des masters suivants :

Master II Politiques sociales, université d'Avignon.

Master II Droit des contrats publics et privés, université d'Avignon.

Master II Administration et gestion de l'emploi, université Panthéon-Sorbonne.

## **PUBLICATIONS -----**

### **Ouvrages (seul ou en collaboration) :**

1) *La notion de représentation dans les relations collectives du travail*

(Prix de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières)

LGDJ, Bibliothèque de droit privé, 2000, n° 291, 575 pages.

2) ***Droit du travail***

Montchrestien, 2002, 460 pages.

3) ***Droit de l'emploi, Etude juridique des politiques d'emploi***

Montchrestien, 2005, 335 pages ; réédition en 2010 chez Gualino, coll. Master Pro, avec la collaboration de Dirk Baugard.

4) ***Droit des contrats***

(avec Marie-Hélène de Laender),

Archétype 82, coll. Les cours de droit, d'économie et de gestion ; 4<sup>ème</sup> éd. 2007, 214 pages.

5) ***Droit social***

(avec Marianne Keller)

Foucher, Coll. Parcours juridique, 4<sup>ème</sup> éd. 2009-2010, 316 pages.

6) ***Introduction générale au droit,***

Foucher, Coll. Parcours juridique, 2007, 214 pages.

7) ***Droit des relations individuelles du travail***

Gualino, Coll. Mémentos LMD, 2007, 306 pages.

8) ***Droit des relations collectives du travail.***

Gualino, Coll. Mémentos LMD, 2007, 213 pages.

9) ***Droit de la protection sociale***

Gualino, Coll. Master Pro, 2009, 2<sup>ème</sup> éd. 2014 ; 247 pages.

10) ***Droit des contrats de travail,***

Gualino, Coll. Master Pro, 2011, 453 pages.

11) ***Le juge judiciaire et la Constitution,***

(Direction de recherche, avec Arnaud Martinon)

Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires, 2012, 131 pages.

12) ***L'accompagnement, entre droit et pratique***

(Direction de recherche, actes du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 12 octobre 2012), Revue de Droit Sanitaire et social, Dalloz, Nov.-déc. 2012, 64 pages.

13) ***Vers un droit électoral professionnel,***

(Direction de recherche, Actes du colloque organisé le 22 mars 2013 à l'Université d'Avignon) Droit Social juin 2013, 48 pages.

14) ***Droits syndicaux dans l'entreprise et liberté syndicale,*** Les Etudes de la Documentation

Française, 2014 ; 300 pages.

15) ***Droit électoral de l'entreprise : une discipline en construction,***

(Direction de recherche, Dossier publié aux cahiers sociaux de janvier 2014, 27 pages).

16) ***Droit et loyauté,***

(Direction de recherche, actes du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 10 octobre 2014 ; Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires, 2015).

17) ***La négociation de la force de travail,***

(direction de recherche, actes du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 21 novembre 2014 ; Editions Universitaires d'Avignon, 2015 ; 170 pages).

18) ***Comité d'entreprise et institutions voisines,***

(avec Evelyn Bledniak et Emmanuel Chrétiennot ; Delmas, 16ème éd., 2015 ; 450 pages).

19) ***Loi Rebsamen,***

(Direction de recherche, Droit social, Dalloz, Novembre 2015).

20) ***Le droit à la participation, principe oublié ou renaissant ?,***

(Direction de recherche, Droit Social, Dalloz, Décembre 2015, 70 pages)

21) ***L'essentiel du droit de la protection sociale,***

(Coll. Les carrés, Gualino – Lextenso Editions, 2015 ; 2<sup>ème</sup> éd. en 2016 ; 144 pages).

22) ***Droit et généalogie,***

(Direction de recherche, Le Gnomon 2016, revue internationale de l'histoire du notariat, n° 186, 68 pages)

23) ***La pénibilité au travail,***

(Direction de recherche, Droit Ouvrier de juin 2016 ; 23 pages)

24) ***L'essentiel du droit du travail : relations individuelles,***

(Coll. Les carrés, Gualino – Lextenso Editions, 2016 ; 160 pages ; 2<sup>ème</sup> édition en 2018)

25) ***Délégué du personnel, délégué syndical,***

(avec Evelyn Bledniak ; Delmas, 15ème éd., 2016 ; 280 pages).

26) ***L'éphémère, objet de droit,***

(Direction de recherche avec Antoine Latreille, Coll. Libre Droit, Mare et Martin, 2017, 200 pages).

27) ***Liberté et droits syndicaux des agents publics,***

(Direction de recherche, Droit Social, Dalloz, juin 2017, 60 pages).

28) ***L'essentiel du droit du travail : relations collectives,***

(Coll. Les carrés, Gualino – Lextenso Editions, 2018 ; 184 pages).

**Ouvrages collectifs :**

1) ***La fonction régulatrice du juge en matière d'emploi,*** rapport d'enquête, **in Le juge, instance de régulation du marché du travail ?**, Daniel GUTMANN (sous la dir.), Rapport de recherche remis à la DARES en septembre 1999.

2) ***Comité d'entreprise***

(Dalloz, 2004, 1 fascicule, sous la direction de Véronique MAGNIER, Répertoire des sociétés, 36 pages ; réédition en 2011)

3) ***Représentants du personnel (Elections)***

(Dalloz, octobre 2005 ; 2<sup>ème</sup> éd. Mai 2009 ; 3<sup>ème</sup> éd. en 2011, 1 fascicule, sous la direction d'Antoine LYON-CAEN, Répertoire du Travail, 40 pages)

4) ***Le rôle du représentant des salariés dans les procédures collectives*** (1 article), in N. DECOOPMAN (sous la dir.), **Entreprises en difficultés et droit du travail**, 2007, PUF, coll. CEPRISCA, p. 55 à 76.

5) ***Nature et vertus de l'action de substitution et L'instance en matière de contentieux électoral*** (2 articles), in M. KELLER (sous la dir.) **Procès du travail, Travail du procès**, Coll. Bibliothèque André Tunc, LGDJ, 2008.

6) ***Les sanctions des prérogatives économiques du comité d'entreprise*** (1 article), in André NARRITSENS et Michel PIGENET (sous la dir.), **Les pratiques syndicales du droit**, Centre d'Histoire sociale du 20<sup>ème</sup> siècle (UMR 8058, CNRS/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et Institut CGT d'Histoire sociale, 2011, p. 229 à 239.

7) ***La QPC en matière sociale : la Cour de cassation et le Conseil constitutionnel s'affichent comme les protecteurs des lois de la République*** (1 article), in J.-B. PERIER (sous la dir.), **La question prioritaire de constitutionnalité**, Bulletin d'Aix Hors-Série, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2011, p. 187 à p. 210.

8) ***Les syndicats mis à l'épreuve des scrutins*** (1 article), Numéro spécial de Droit social en hommage à J.-J. DUPEYROUX, Décembre 2011, p. 1241 à 1253.

9) ***Le droit à l'accompagnement, émergence d'un concept juridique*** (1 article), in P. DOMINGO (sous la dir.), **L'accompagnement social vers l'emploi**, Informations Sociales, CNAF, n° 169, 2012, p. 14 à 21.

10) ***La réforme des modes de représentation des travailleurs (loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale)***, 1 article, in G. KADIGE (sous la dir.), **Les Nouvelles tendances du droit du travail**, (actes du colloque du 22 au 24 avril 2010, Université Saint-Joseph, Beyrouth), Publications CEDROMA, 2012, p. 323 à 354.

11) ***La rénovation des critères de la représentativité syndicale (loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale)***, 1 article, in Mélanges N. DECOOPMAN, PUF, 2013.

12) ***Du droit électoral politique au droit électoral professionnel***, 1 article, in Mélanges J.-C. MASCLET, Publications de la Sorbonne, 2013, p. 338 à 360.

13) ***L'insaisissable droit à l'emploi***, 1 article, in Mélanges F. GAUDU, IRJS éditions (Institut de recherche juridique de la Sorbonne), 2014, p. 63 à 78.

14) ***Proportionnalité, majorité et unanimité dans le processus de représentation des personnels***, 1 article proposé pour les Mélanges Isabelle CORNESSE.

15) *Négocier les accords en matière de représentation du personnel*, 1 rubrique, in P.-H. ANTONMATTEI (sous la dir.), Lamy Négociation collective, 2015.

16) *Les démarches contentieuses du chômeur insatisfait*, 1 article, in Mélanges en l'honneur de Michel MORAND, Etudes de droit social réunies par Damien CHENU et Gwennaëlle FRANCOIS, Coll. Lamy Axe Droit, Wolters Kluwer, 2016, p. 187 à 194.

17) *Quelle évolution des attributions économiques et professionnelles du comité d'entreprise ?*, 1 article, in Vincent BONNIN, (sous la dir.), Actes du colloque organisé à Poitiers les 10 et 11 décembre 2015 : « Le comité dans l'évolution de la représentation collective des salariés », publication de la faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers, 2016, p. 9 à 14.

18) *Le vieillissement du salarié*, 1 article, in D. VIRIOT-BARRIAL (sous la dir.), Actes du colloque organisé à Aix-Marseille Université le 20 novembre 2015 : « Une nouvelle politique sociale sur le vieillissement : histoire et prospective d'un défi », Coll. Droit Social, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2016, p. 221 à 229.

19) *La couverture sociale des élus locaux en matière de risque professionnel*, 1 article, in T. TAURAN et E. MELLA (sous la dir.), « La protection sociale des élus », RDSS Mars-Avril 2017, p. 243 à 249.

20) *Le devoir de travailler*, 1 article proposé pour les Mélanges Stéphane DARMAISIN.

### **Etudes, chroniques et rapports :**

1) Etude intitulée « **Les droits de la personnalité confrontés au particularisme des personnes morales** » (Dalloz Affaires n° 117 du jeudi 14 mai 1998, pp. 826 à 831)

2) Etude intitulée « **Le formalisme des mises en demeure émises par les URSSAF** » (JCP, entreprise et affaires 18 juin 1998 n° 25, pp. 980 à 985)

3) Rapport d'enquête sur la fonction régulatrice du juge en matière d'emploi (in "**Le juge, instance de régulation du marché du travail ?** ", Rapport de recherche remis à la DARES en septembre 1999)

4) Etude intitulée « **Sur les clauses de garantie d'emploi** » (DROIT SOCIAL n° 1 de janvier 2000, pp. 80 à 94)

5) Etude intitulée « **L'influence du droit électoral politique sur les élections professionnelles dans l'entreprise** » (DROIT SOCIAL, juin 2000, p. 603 à 613).

6) Etude intitulée « **Qu'est-ce qu'une institution représentative du personnel ?** » (DROIT SOCIAL, décembre 2002, p. 1073 à 1079).

7) Etude intitulée « **L'Action de substitution, un cadeau promis à un avenir meilleur** » (DROIT SOCIAL de mars 2004, p. 262 à 271).

8) Etude intitulée « **Les principes généraux du droit électoral dans la jurisprudence de la chambre sociale** de la Cour de cassation », (Recueil DALLOZ 2005, n° 27, p. 1815 à 1820).

9) Etude intitulée « **Nature et vertu de l'action de substitution** » (intervention du 20 mars 2006, colloques « Procès du travail ; Travail du procès », sous la direction de MM. Gérard COUTURIER et Loïc CADIET). Cet article a été publié, avec l'ensemble des actes des colloques, dans la collection de la Bibliothèque André Tunc (LGDJ) sous la direction de M. KELLER.

10) Etude intitulée « **L'émergence d'un concept juridique : L'accompagnement dans l'emploi** », (DROIT SOCIAL de décembre 2006, p. 1136 à 1150).

11) Etude intitulée « **L'instance en matière de contentieux électoral** » (intervention du 25 octobre 2006, colloques « Procès du travail ; Travail du procès », sous la direction de MM. Gérard COUTURIER et Loïc CADIET) ; Cet article a été publié, avec l'ensemble des actes des colloques, dans la collection de la Bibliothèque André Tunc (LGDJ), sous la direction de M. KELLER.

12) Etude intitulée « **L'ordre public dérogatoire** » (intervention du 8 déc. 2006 à l'Institut des sciences sociales du travail de l'Université Paris I auprès de conseillers prud'homaux) ; publication par les éditions Francis Lefebvre (Revue de Jurisprudence Sociale, numéro de juin 2007, 12 pages).

13) Etude intitulée « **Le rôle du représentant des salariés dans les procédures collectives** » ; Intervention du 23 mars 2007 dans un colloque organisé par le Prof. Nicole DECOOPMAN (Université d'Amiens) ; publiée in « Entreprises en difficultés et droit du travail », 2007, PUF, coll. CEPRISCA, p. 55 à 76.

14) Etude intitulée « **Le salarié mandaté... licencié... puis réintégré** », (DROIT SOCIAL, mai 2007, p. 564 à 573).

15) Etude intitulée « **Le stage comme technique d'accompagnement vers l'emploi** », (DROIT SOCIAL, numéro de novembre 2007, p. 1127 à 1134).

16) Etude intitulée « **Le droit à l'accompagnement** », (DROIT SOCIAL, avril 2008, p. 413 à 423).

17) Etude intitulée « **Le vote électronique dans l'entreprise** » (publication La Semaine Juridique, éd. Soc., mai 2008, p. 15 à 19).

18) Rapport sur « **Représentation des travailleurs et dialogue social au lieu de travail** », XIXème Congrès mondial de Droit du travail et de la Sécurité sociale (Sydney en septembre 2009), 45 pages.

19) Etude intitulée « **Représentation syndicale et représentation élue après la loi du 20 août 2008** », (Revue Droit Ouvrier janvier 2009, p. 22 à 39).

20) Etude intitulée « **Le suicide au travail : De la faute intentionnelle du salarié à la faute inexcusable de l'employeur** », (Les Petites Affiches, 3 juillet 2009, n° 132, pp. 4 à 9).

- 21) Etude intitulée « **Les premières décisions intéressant la rénovation de la démocratie sociale (loi n° 2009-789 du 20 août 2008)** », (Dr. Ouv. Décembre 2009, p. 12. à 21).
- 22) Recension d'un ouvrage intitulé « **Le guide des élections professionnelles et des désignations des représentants syndicaux dans l'entreprise** », de M.-L. Morin, L. Pécaut-Rivolier, Y. Struillou, Revue de droit du travail, Dalloz, novembre 2009, p. 679 et 680.
- 23) Article sur : **Faut-il instaurer un canal unique de représentation dans l'entreprise ? Pour la mise en place d'un « conseil d'entreprise », accompagnée de la fusion des délégués du personnel et des délégués syndicaux**, Revue de droit du travail, février 2010.
- 24) Article sur : **Les périmètres de l'entreprise en matière syndicale et électorale**, Dr. Soc. juin 2010, p. 634 à 641.
- 25) Article sur : **La réforme des modes de représentation des travailleurs (loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale**, présenté au colloque de Beyrouth sur les Nouvelles tendances du droit du travail, Faculté de droit Saint-Joseph, 22 au 24 avril 2010.
- 26) Article sur : **L'application de la Constitution par le juge prud'homal**, Revue Française de Droit Constitutionnel, 2012, p. 89.
- 27) Article sur : **La constitutionnalisation du droit social**, JCP éd. S. 2010, N° 1352, synthèse d'une conférence donnée à Avignon le 26 mai 2010.
- 28) Article avec Laurence Pécaut-Rivolier sur : **Le redéploiement des forces syndicales – Enjeux et mesures de l'audience électorale**, Dr. Soc. 2010, p. 1168 à 1175.
- 29) Article sur : **La QPC en matière sociale : la Cour de cassation et le Conseil s'affichent comme les protecteurs des lois de la République**, in J.-B. PERIER (sous la dir.), **La question prioritaire de constitutionnalité**, Bulletin d'Aix Hors-Série, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2011, p. 187 à p. 210.
- 30) Article en collaboration avec Patrick Gianfaldoni : **La contractualisation de l'accompagnement dans l'insertion par l'activité économique**, in M. Kerleau, S. Laguerodie, J.L. Outin (sous la dir.), Crise, inégalités et pauvretés, 31ème journées de l'Association d'économie sociale, 8-9 septembre 2011, Cahiers du CIRTES, Hors-Série, Presses universitaires de Louvain, 2011, p. 191.
- 31) Article sur : « **Les scrutins sur sigle dans les très petites entreprises** », Dr. soc. Janvier 2012, p. 48.
- 32) Article sur : **La pénibilité au travail, un nouveau risque professionnel ?**, Droit Social mars 2011, p. 262 à 268.
- 33) Article sur : **Les sanctions des prérogatives économiques du comité d'entreprise**, in André Narritsens et Michel Pigenet (sous la dir.), Les pratiques syndicales du droit, Centre d'Histoire sociale du 20ème siècle (UMR 8058, CNRS/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et Institut CGT d'Histoire sociale, 2011, p. 229 à 239.

- 34) Article sur : **Le vote électronique est-il adapté aux élections des représentants du personnel ?**, RDT juillet -août 2012, p. 413 ; intervention lors de la journée d'études organisée par N. Dompnier à l'ENS Lyon (25 novembre 2011), sur « Vote électronique, Dispositifs, pratiques et contestations ».
- 35) Article sur : « **Le droit à l'accompagnement, émergence d'un concept juridique** », n° spécial Informations Sociales (169) consacré à l'accompagnement social vers l'emploi, Janvier – Février 2012, p. 14.
- 36) Article sur : **Le bénéfice de l'âge (Quand l'âge devient source de bonification, non pas de discrimination)** ; Dr. soc. Mars 2012, p. 252.
- 37) Article sur : **Les périmètres de l'établissement distinct**, Colloque organisé à Montpellier par Paul-Henri Antonmattéi le 8 juin 2012 sur « Les périmètres sociaux », Dr. Soc. 2012, p. 979.
- 38) Article sur : **L'émergence d'un droit à l'accompagnement**, in F. Petit (sous la dir.), L'accompagnement, entre droit et pratique, Actes du colloque qui s'est tenu à Avignon le 12 octobre 2012, Revue de droit sanitaire et social, Novembre – Décembre 2012.
- 39) Article sur : **Les nouveaux contours de l'obligation de sécurité à la lumière des outils de prévention de la pénibilité**, Dr. Soc. Janvier 2013, p. 42.
- 40) Article sur : **La rénovation de la représentativité syndicale**, in « Mélanges Decoopman », à paraître.
- 41) Article sur : **Du droit électoral politique au droit électoral professionnel**, in « Mélanges Masclet », Publications de la Sorbonne, 2013.
- 42) Article sur : **Proportionnalité, majorité et unanimité dans le processus de représentation des personnels**, in Mélanges Isabelle Cornesse, à paraître.
- 43) Article sur : **L'émergence d'un droit électoral professionnel**, in F. Petit (sous la dir.), Vers un droit électoral professionnel, actes du colloque qui s'est tenu à Avignon le 22 mars 2013, Dr. Soc. Juin 2013.
- 44) Article sur : **Emplois d'avenir : un défi au chômage des jeunes peu qualifiés, le pari de leur professionnalisation**, Revue de droit sanitaire et social 2013, p. 221.
- 45) Article sur : **Les emplois d'avenir : un tremplin vers la professionnalisation**, Controverse, Revue de droit du travail 2013, p. 76.
- 46) Entretien : **Les premières conséquences de la loi ESR sur l'enseignement du droit**, Recueil Dalloz, 18 juillet 2013, p. 1824.
- 47) Entretien : **L'audience électorale des confédérations syndicales**, Recueil Dalloz, 5 septembre 2013.

48) Article sur : **L'émergence d'un droit électoral professionnel**, rapport introductif d'un colloque qui s'est tenu à l'université d'Avignon sur ce thème le 22 mars 2013, Dr. Soc. 2013, p. 480.

49) Article sur : **Emploi d'avenir : Une aide financière à l'embauche des jeunes peu qualifiés en contrepartie d'un dispositif de formation et d'accompagnement dans l'emploi**, Dossier Les contrats atypiques, Les cahiers sociaux, août-septembre 2013, p. 357.

50) Article sur : **Seuils d'effectifs et délais supplémentaires pour l'exercice des droits collectifs**, Dr. Soc. Octobre 2013, p. 846.

51) Article sur : **L'application sélective du Code électoral dans l'entreprise (Vade-mecum du salarié-électeur)**, Droit Ouvrier 2014, p. 22.

52) Article sur : **La fiabilité et la sécurité des scrutins électroniques**, Cahiers sociaux janvier 2014, p. 69.

53) Rapport introductif du colloque sur « **L'argent, les syndicats et les élus du personnel** » : « **Quel financement pour le dialogue social ?** », Dr. Soc. 2014, p. 692 à 696.

54) Article sur « **L'accompagnement financier des personnes âgées** », Journal de Droit de la Santé et de l'Assurance Maladie, Numéro 4-2014, p. 15.

55) Article intitulé « **Peut-on dire du droit à l'accompagnement qu'il est un droit subjectif ?** », JCP S 2014, 1249, p. 8 à 12.

56) Article intitulé « **Les nouvelles attributions du comité d'entreprise** », Dr. Ouv. Juillet 2014, p. 482 à 490.

57) Article intitulé « **Comité d'entreprise : Vers une logique de coopération** », Cahiers Sociaux Août-septembre 2014.

58) Article intitulé « **Les risques de l'engagement syndical** », Revue Personnel, n° 553, octobre 2014, p. 66 et 67..

59) article intitulé : « **L'accompagnement financier de la perte d'autonomie des personnes âgées** », in Actes du colloque organisé à l'université Paris V sur « La prise en charge de la dépendance à l'horizon de la loi d'adaptation de la société au vieillissement », Journal de Droit de la Santé et de l'assurance Maladie, n° 4-2014, p. 15 à 19.

60) Article intitulé : « **Les 50 ans de la collectivité de travail** », en l'honneur des 50 ans du cabinet fondé par Jacques Barthélémy, 2015, non publié.

61) Article intitulé : « **La mosaïque des financements de la protection sociale** », intervention au colloque organisé le 16 janvier 2015 par la Société Française de Finances publiques au Ministère de l'Economie et des Finances sur « Finances publiques : quelle place pour demain ? », GFP n° 1-2016, p. 62 à 67.

62) Article intitulé : « **La discipline syndicale** », Dr. Soc. 2015, p. 442 à 448.

63) Article intitulé : « **La loi Macron au service du dialogue social dans l'entreprise** », Dr. Soc. Octobre 2015, p. 815 à 818.

64) Article intitulé : « **Les clauses et accords de mobilité** », in F. Petit (dir.), La négociation de la force de travail, Editions Universitaires d'Avignon, Coll. En-Jeux, 2015, p. 83 à 93.

65) Article intitulé : « **Loi relative au dialogue social et à l'emploi : entre amélioration et simplification de la représentation collective des salariés** », Dr. Soc. Novembre 2015, p. 850 à 852.

66) Article intitulé : « **Vers une représentation universelle des salariés** », Dr. Soc. Novembre 2015, p. 873 à 877.

67) Article intitulé : « **Les carences dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi** », Revue Droit, Santé, Société, 1<sup>er</sup> trimestre 2016.

68) Rapport de synthèse intitulé « **La généalogie à l'épreuve ou au service du droit ?** » du colloque « Droit et généalogie » (Université d'Avignon, 9 octobre 2015) ; publication au Gnômon ((Revue de l'Institut International de l'histoire du notariat ; 1<sup>er</sup> semestre 2016).

69) Article intitulé : « **Une représentation du personnel à la carte** », Dr. soc. 2016, p. 544 à 549.

70) Article intitulé : « **Travailler et bien vieillir** », Dr. Ouv. Juin 2016, p. 355 à 358.

71) Article intitulé : « **Gérer et anticiper la modification du contrat de travail** », Droit Ouvrier, août 2016, p. 483 à 491.

72) Article intitulé : « **Actualité de l'action syndicale devant les conseils de prud'hommes** », JCP S du 30 août 2016, 1291, p. 47 à 50.

73) Article intitulé : « **Plaidoyer pour un droit social réunifié** », avec Jacques Barthélémy, Dr. Soc. septembre 2016, p. 717 à 726.

74) Article intitulé : « **Négociation collective : la volonté d'encadrer et d'orienter la liberté contractuelle des partenaires sociaux** », La gazette du Palais, 11 octobre 2016, p. 68 à 72.

75) Article intitulé : « **Le référendum en entreprise comme voie de secours** », Dr. soc. 2016, p. 903 à 906.

76) Article intitulé : « **La difficile mise en œuvre des référendums d'entreprise** », Dr. soc. 2017, p. 156 à 159.

77) Article intitulé : « **Le droit de grève dans les services publics : un puzzle à recomposer ?** », Dr. soc. 2017, p. 503 à 508.

78) Article intitulé : « **Le juge prud'homal face aux motifs économiques de licenciement** », Dr. Ouv. Juillet 2017.

79) Article intitulé : « **L'avis d'inaptitude rendu par le médecin du travail** », Revue Droit, société, santé 2017.

80) Article intitulé : « **Les actions en justice du CHSCT** », Dr. soc. 2017, p. 645 à 649.

81) Article intitulé : « **La légitimité des organisations syndicales, préalable à la légitimité de l'accord collectif** », Dr. soc. 2018.

### **Commentaires de jurisprudence :**

1) Commentaire de l'arrêt rendu par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 6 juillet 1999 : « **Nouvelle précision sur la désignation d'un délégué du personnel comme délégué syndical dans les entreprises de moins de cinquante salariés** » (DALLOZ du 17 février 2000, n° 7, Jurisp. pp. 148 à 151)

2) Commentaire de l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris le 22 février 2000 : « **Le chef d'entreprise peut-il participer au vote décidant de la modification du contrat de travail d'un salarié du comité d'entreprise ?** » (DALLOZ du 12 avril 2001, N° 15, pp. 1206 à 1209)

3) Commentaire de l'arrêt rendu par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 29 juin 2001 : « **L'égalité de traitement entre les syndicats** » (DALLOZ 2002 n° 1 Jurisp. pp. 34 à 38)

4) Commentaire de l'arrêt rendu par la CA de PARIS le 4 juillet 2001 : « **Aux frontières du droit Civil et du droit du travail : l'opposabilité d'une convention collective aux adhérents d'un groupement patronal signataire** » (DALLOZ 2002, n° 8, jurisp. pp. 676 à 679)

5) Commentaire de l'arrêt rendu le 12 juin 2001 par la chambre sociale de la Cour de cassation : « **Les actions en exécution de la convention collective étendue** » (JCP 2002, éd. générale, n° 12, pp. 560 à 564)

6) Commentaire de l'arrêt rendu le 26 mars 2002 par la Chambre sociale de la Cour de cassation : « **De la négociation à la conclusion d'un avenant portant révision d'un accord collectif** » ( DALLOZ 2002, n° 43 p. 3231 à 3235)

7) Chronique consacrée au droit électoral dans l'entreprise intitulée « **2004-2005, deux années de jurisprudence en matière d'élections professionnelles** », (Cahiers Sociaux du Barreau de Paris avril 2006, pp. 162 à 167) ; on y trouve une série d'observations sous les arrêts suivants : Cass. Soc. 5 janv. 2005 (publicité du protocole d'accord préélectoral) ; 13 oct. 2004 (modification conventionnelle du nombre de collèges électoraux) ; 22 juin 2005 (électorat) ; 27 oct. 2004 (répartition des électeurs par établissements) ; 23 juin 2004 et 13 oct. 2004 (candidatures) ; 24 nov. 2004 (date des élections) ; 14 janv. 2004 et 23 juin 2004 (propagande électorale) ; 24 nov. 2004 (vote par correspondance) ; 6 décembre 2004 (vote électronique) ; 13 juillet 2004 et 6 juillet 2005 (liste d'émargements) ; 6 juillet 2005 (sincérité du scrutin) ; 20 avril 2005 (loyauté du scrutin) ; 29 juin 2005 (dispositif judiciaire de contrôle) ; 18 fév. , 17 mars, 30 mars et 27 oct. 2004 (contentieux électoral).

8) Note sous Cass. soc. 4 octobre 2007 (**demande de requalification d'une convention de stage**), in DROIT SOCIAL 2007, p. 1323 à 1325.

9) Commentaire de l'arrêt rendu le 16 janvier 2008 (arrêt Brit Air) par la Chambre sociale de la Cour de cassation : « **L'unité économique et sociale peut-elle accueillir un CHSCT ?** », in DROIT SOCIAL, mai 2008, pp. 560 à 565.

10) Chronique intitulée « **Droit électoral dans l'entreprise : deux années d'évolutions jurisprudentielles (2006-2007)** » (Publication à la Revue de Jurisprudence Sociale, éditions Francis Lefebvre, juin 2008) ; on y trouve une série d'observations sous les arrêts suivants : Cass. soc. 15 fév. et 24 mai 2006 (protection contre le licenciement du salarié demandant l'organisation d'élections) ; 25 janv. 2006 (période pendant laquelle il est possible de demander l'organisation d'élections) ; 14 fév. 2007 (saisine du juge en vue de l'organisation d'élections) ; 14 fév. 2007, 3 mai 2007 et 19 septembre 2007 (invitation à négocier le protocole d'accord préélectoral) ; 8 nov. 2006 (conditions de validité du protocole d'accord préélectoral) ; 19 sept. 2007 (contestation d'un protocole d'accord préélectoral) ; TA 22 juin 2006 (répartition des personnels dans les collèges) ; Cass. Soc. 10 janvier 2006, 15 février 2006, 12 juillet 2006, 28 fév. 2007 (électorat) ; 3 oct. 2007 (éligibilité) ; 15 fév. 2006, 6 déc. 2006, 23 mai 2007 (candidatures) ; 26 avril 2006 (vote électronique) ; 26 septembre 2006 (organisation du 2ème tour) ; 1er fév. et 25 oct. 2006, 20 déc. 2006, 4 avril 2007, 23 mai 2007, 24 oct. 2007 (contentieux électoral) ; 25 oct. et 6 déc. 2006, 20 juin 2007 (mise en place d'un CHSCT).

11) Note sous Cass. Soc. 24 septembre 2008 : « **Elections professionnelles : les chemins détournés du panachage** », publication à la Revue de droit du travail, janvier 2009, p. 48 et 49, Dalloz.

12) Chronique intitulée « **Droit électoral dans l'entreprise : le tourbillon législatif et jurisprudentiel de l'année 2008** », publication à la Revue de Jurisprudence sociale de juin 2009, p. 419 à 437 ; on y trouve des développements sur les innovations issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 et une série d'observations sous les arrêts suivants : Cass. Soc. 12 mars 2008 et 13 février 2008 (notion d'organisation représentative) ; 14 février 2007, 21 novembre 2007 et 9 juillet 2008 (invitation à négocier le protocole d'accord préélectoral) ; 20 juin 2007 (perte de la qualité d'établissement distinct) ; 6 juin 2007 et 23 septembre 2008 (sur le constat de carence) ; 30 janvier, 12 mars, 24 septembre et 13 novembre 2008 (électorat, éligibilité, candidature) ; 19 décembre, 30 janvier, 5 mars et 24 septembre 2008 (modalités du scrutin) ; 30 janvier et 12 février 2008 (contentieux) ; 7 novembre 2007, 16 janvier et 24 septembre 2008 (durée des mandats) ; 13 mai 2008 (durée de la protection accordée aux candidats) ; 12 mars et 16 avril 2008 (mise en place du CHSCT).

13) Commentaire de l'arrêt rendu par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 16 décembre 2008, intitulé : « **L'unité économique et sociale n'a pas la personnalité juridique** », publication au Recueil DALLOZ, 2009, Jurisp. p. 986.

14) Commentaire de l'arrêt rendu par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 5 mars 2009, intitulé : « **Qui est éligible au CHSCT ?** », Droit social, mai 2009, p. 543 à 547.

15) Commentaire de l'arrêt rendu par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 23 octobre 2009, intitulé : « **Le contentieux préélectoral sorti de l'impasse** », Dr. Soc. février 2010, p. 161.

16) Note sous Cass. soc. 4 novembre 2009 : « **Le représentant de la section syndicale en mal d'implantation** », Dr. Soc. février 2010 ; p. 247 à 249.

17) Chronique intitulée « **Droit électoral dans l'entreprise et réforme de la démocratie sociale : la Cour de cassation prend la main (1<sup>ère</sup> partie)** », Cahiers sociaux du barreau de Paris, Avril 2010, p. 96 à 102. On y trouve une série d'observations sous les arrêts suivants : Cass. soc. 17 juin 2009 (décompte des effectifs) ; 8 juillet 2009 (présomption de représentativité, respect des valeurs républicaines) ; 21 octobre 2009 (date d'entrée en vigueur de la loi de 2008) ; 29 avril 2009 (appréciation du critère des effectifs) ; 29 avril 2009 (unité économique et sociale) ; 8 décembre 2009, 5 novembre 2009 (constat de carence) ; 13 mai 2009 (information des syndicats lors de la négociation préélectorale) ; Tribunal d'instance Rouen 12 mars 2009 (vote des salariés mis à disposition) ; cass. soc. 8 juillet 2009, 21 octobre 2009 (vote des cadres) ; 8 décembre 2009 (Participation des gérants mandataires non salariés) ; 5 mai, 13 mai, 4 novembre, 19 novembre, 16 décembre 2009 (candidature) ; 31 mars 2009 (représentants auprès du comité de groupe) ; 4 novembre 2009 (représentant syndical auprès du comité d'entreprise) ; 27 mai 2009 (désignation de délégués syndicaux).

18) Chronique intitulée « **Droit électoral dans l'entreprise et réforme de la démocratie sociale : la Cour de cassation prend la main (2<sup>ème</sup> partie)** », à paraître aux Cahiers sociaux du barreau de Paris, Mai 2010. On y trouve une série d'observations sur les arrêts et les textes normatifs suivants : Cass. soc. 11 février 2009 (vote par procuration) ; communiqué de la CNIL du 30 avril 2009 (vote électronique) ; 31 mars 2009, 29 avril 2009, 23 septembre 2009, 21 octobre 2009 (intérêt à agir) ; 11 juin 2009 (qualité pour agir) ; 18 novembre 2009 (régularité du jugement) ; 18 novembre 2008, 23 septembre 2009, 4 novembre 2009 (exercice des voies de recours) ; 21 janvier 2009, 17 juin 2009 (durée des mandats) ; 29 avril, 17 juin, 21 octobre, 16 décembre 2009 (élection des membres du CHSCT).

19) Commentaire sous Cass. soc. 27 janvier 2010 : **Le référendum électronique est-il voué à l'échec ?**, La Semaine Juridique, édition Social, n° 15 du 13 avril 2010, 1146, p. 12 à 16.

20) Note sous Cass. soc. 13 janvier et 10 mars 2010 : **Les causes d'annulation d'un scrutin**, Dr. soc. mai 2010, p. 595 à 597.

21) Note sous Cass. soc. 13 janvier 2010 : **L'action syndicale dans l'entreprise par l'intermédiaire d'une union syndicale**, Droit social mai 2010, p. 597 et 598.

22) Note sous cass. soc. 3 mars 2010 : « **Ancienneté d'un syndicat et changement d'affiliation** », Dr. Soc. 2010, p. 722.

23) Commentaire des arrêts rendus le 10 mars 2010 par la Chambre sociale de la Cour de cassation : **L'application dans le temps de la réforme de la représentativité syndicale**, La Semaine Juridique, édition générale, n° 12 du 1 avril 2010, 421, p. 775.

24) Note sous Cass. soc. 10 mars 2010 : « **Représentativité présumée : le sursaut des derniers instants** », Dr. Soc. 2010, p. 602 à 604.

25) Note sous Cass. soc. 31 mars 2010 : « **L'action en contestation de la représentativité d'un syndicat** », Dr. Soc. 2010, p. 863.

26) Note sous Cass. soc. 30 mars 2010 : « **Quelle représentativité syndicale au niveau du groupe ?** », Dr. Soc. 2010, p. 865.

27) Commentaire Cass. soc. 26 mai 2010 par la Chambre sociale de la Cour de cassation : **L'option de vote des salariés mis à disposition ?**, Dr. Soc. Juillet-Août 2010, p. 826.

28) Note sous Cass. soc. le 26 mai 2010 : **La régularité de la désignation d'un membre du CHSCT**, Dr. Soc. septembre-octobre 2000, p. 1003 à 1005..

29) Note sous Cass. soc. le 26 mai 2010 : **Le mode d'attribution des sièges dans un scrutin de liste avec représentation proportionnelle à la plus forte moyenne**, Dr. Soc. septembre-octobre 2000, p. 1000.

30) Note sous Cass. soc. le 26 mai 2010 : **Le point de départ du délai de contestation du 1<sup>er</sup> tour des élections**, Dr. Soc. septembre-octobre 2000, p. 1001 et 1002.

31) Note sous Cass. soc. le 26 mai 2010 : **Le représentant de la section syndicale en mal d'implantation (2)**, Dr. Soc. septembre-octobre 2000, p. 1002 et 1003.

32) Commentaire Cass. soc. 23 juin 2010 : **L'identification de l'électeur par un code-barre**, JCP éd. S. 2010, n° 1363, p. 8 à 12.

33) Commentaire des arrêts rendus le 23 juin et 8 juillet 2010 par l'Assemblée Plénière de la Cour de cassation (en collaboration avec Valérie Bernaud) : **La Cour de cassation face aux premières questions prioritaires de constitutionnalité en droit du travail : « la porte étroite »**, Recueil Dalloz, 2010, p. 2264.

34) Note sous Cass. soc. 23 juin 2010 : **La localisation des adhérents de la section syndicale : entreprise ou établissement ?**, Dr. Soc. Novembre 2000, p. 1135 et 1136.

35) Note sous Cass. soc. 23 juin et 7 juillet 2010 : **En matière d'inexistence, régularisation ne vaut**, Dr. Soc. Novembre 2000, p. 1130 et 1131.

36) Note sous Cass. soc. 13 juillet 2010 : **L'appréciation des seuils électoraux : quelle élection faut-il prendre en considération ?**, Dr. Soc. Novembre 2000, p. 1133 et 1134.

37) Commentaire des arrêts rendus le 22 septembre 2010 par la Chambre sociale de la Cour de cassation : **Les effets de seuils électoraux en matière syndicale depuis la loi n° 2008-789 du 20 août 2008**, Dr. Ouv. 2010, p. 655.

38) Note sous Cass. soc. 22 septembre 2010 : **L'éligibilité des salariés intérimaires au CHSCT de l'entreprise qui les emploie**, Dr. Soc. Décembre 2010, p. 1262-1263.

39) Note sous Cass. soc. 22 septembre 2010 : **Quelles modalités de vote pour l'élection des membres du CHSCT**, Dr. Soc. Décembre 2010, p. 1260-1261.

40) Note sous Cass. soc. 22 septembre 2010 : **Détermination du champ géographique couvert par un syndicat : l'indifférence de l'affiliation à une union syndicale**, Dr. Soc. Décembre 2010, p. 1258-1259.

- 41) Note sous Cass. Soc. 13 octobre 2010 : **Les incidences d'un retrait de candidatures**, Dr. Soc. Janvier 2011, p. 107 à 109.
- 42) Note sous Cass. Soc. 13 octobre 2010 : **L'organisation d'élections complémentaires en cas d'augmentation des effectifs**, Dr. Soc. Janvier 2011, p. 109 à 111.
- 43) Note sous Cass. Soc. 13 octobre 2010 : **La demande d'organisation des élections « manifestement dépourvue de tout caractère sérieux »**, Dr. Soc. Janvier 2011, p. 111 et 112.
- 44) Note sous Cass. Soc. 22 septembre et 29 octobre 2010 : **Le représentant de la section syndicale en mal d'implantation (3)**, Dr. Soc. Janvier 2011, p. 114 à 116.
- 45) Note sous Cass. Soc. 13 octobre et 29 octobre 2010 : **La désignation de délégués syndicaux « surnuméraires » par des syndicats affiliés à une même organisation syndicale**, Dr. Soc. Janvier 2011, p. 116 à 118.
- 46) Note sous Soc. 13 octobre 2010, **Le respect des valeurs républicaines dans l'action syndicale**, D. 2011, p. 289 à 291.
- 47) Note sous Cass. Soc. 8 décembre 2010 : **Les pouvoirs d'un bureau de vote**, Dr. Soc. Février 2011, p. 224 et 225.
- 48) Note sous Cass. Soc. 8 décembre 2010 : **La composition du collège électoral chargé d'élire les représentants du personnel auprès du CHSCT**, Dr. Soc. Février 2011, p. 227 et 228.
- 49) Note sous Cass. Soc. 8 décembre 2010 : **Inscription sur la liste électorale : quel établissement de rattachement ?**, Dr. Soc. Février 2011, p. 223 et 224.
- 50) Note sous Cass. Soc. 8 décembre 2010 : **Quel mode de scrutin pour l'élection des membres du comité central d'entreprise ?**, Dr. Soc. Février 2011, p. 226.
- 51) Note sous Cass. Soc. 6 janvier 2011 (2 arrêts), **Le calcul des seuils électoraux**, Dr. Soc. 2011, p. 340 et 341.
- 52) Note sous Cass. Soc. 6 janvier 2011, **La survie temporaire de la présomption irréfragable de la représentativité**, Dr. Soc. 2011, p. 338 et 339.
- 53) Commentaires des arrêts rendus les 10 novembre 2010 et 6 janvier 2011 : **Le périmètre de désignation des délégués syndicaux**, Dr. Soc. Avril 2011, p. 414 à 422.
- 54) Note sous Cass. Soc. 19 janvier 2011, **Effectif et option de vote des salariés mis à disposition**, Dr. Soc. Avril 2011, p. 470 et 471.
- 55) Note sous Cass. Soc. 6 janvier 2011, **Le contrôle des opérations de dépouillement**, Dr. Soc. 2011, p. 471 et 472.
- 56) Note sous cass. Soc. 2 mars 2011, **La répartition des suffrages entre les syndicats ayant fait liste commune**, Dr. Soc. Mai 2011, p. 600 et 601.

57) Note sous Soc. 2 mars 2011, **Le périmètre électoral d'appréciation des causes d'annulation d'un scrutin**, Dr. Soc. Juin 2011, p. 728 à 731.

58) Commentaire de l'arrêt rendu le 5 avril 2011, **Le temps du vote électronique**, JCP 2011, éd. S., n° 1252.

59) Note sous 16 février 2011, **Election des représentants d'un comité d'établissement au comité central d'entreprise**, JCP 2011, éd. S., n° 1259.

60) Note sous cass. Soc. 2 mars 2011, **Le comité d'entreprise peut-il agir en exécution d'un accord collectif ?**, Dr. Soc. Juillet-Août 2011, p. 877 et 878.

61) Note sous cass. Soc. 2 mars 2011 (2 arrêts), **La reconnaissance légale d'un collègue électoral pour les journalistes**, Dr. Soc. Juillet-Août 2011, p. 874 à 876.

62) Note sous cass. Soc. 2 mars 2011, **La répartition matérielle du contentieux relatif au découpage d'une entreprise en établissements distincts**, Dr. Soc. Juillet-Août 2011, p. 873.

63) Note sous cass. Soc. 2 mars 2011, **Les sanctions du défaut d'affichage sur l'organisation des élections professionnelles**, Dr. Soc. Juillet-Août 2011, p. 870 et 871.

64) Note sous Soc. 5 avril 2011, **Les conditions d'appréciation dans le temps de la validité d'un protocole préélectoral**, Dr. Soc. Juillet-Août 2011, p. 872.

65) Note sous Soc. 5 avril 2011, **La survie provisoire de la présomption irréfragable de la représentativité** dans les structures complexes : le cas particulier de l'UES, Dr. Soc. Juillet-Août 2011, p. 869 et 870.

66) Note sous Soc. 18 mai 2011, **Le périmètre de désignation des délégués syndicaux : nouvelle approche jurisprudentielle**, Dr. Soc. Septembre-Octobre 2011, p. 1005.

67) Note sous Soc. 18 mai 2011 (2 arrêts), **La survie temporaire de la présomption irréfragable de la représentativité (2)**, Dr. Soc. Septembre-Octobre 2011, p. 1002.

68) Commentaire des arrêts rendus le 18 mai 2011 (5 arrêts), **L'affiliation confédérale, élément déterminant du vote des salariés**, Dr. Soc. Novembre 2011.

69) Note sous Cass. Soc. 15 juin 2011, **Délégués syndicaux surnuméraires : recommandation ne vaut pas obligation**, Dr. Soc. Novembre 2011, p. 1126.

70) Note sous Cass. Soc. 15 juin 2011, **De la compétence du délégué syndical pour déposer une liste de candidats**, Dr. Soc. Novembre 2011, p. 1127.

71) Note sous Cass. Soc. 29 juin 2011, **Les restrictions apportées à la liberté de choisir un délégué syndical**, Dr. Soc. Novembre 2011, p. 1129.

72) Note sous Cass. Soc. 29 juin 2011, **Un élu du personnel suppléant peut-il se désister au profit du candidat suivant de sa liste ?**, Dr. Soc. Novembre 2011, p. 1124.

73) Note sous Cass. Soc. 29 juin 2011, **Le périmètre d'appréciation des résultats électoraux en vue de la désignation d'un délégué syndical**, Dr. Soc. Novembre 2011, p. 1128.

74) Note sous Cass. soc. 31 mai 2011, **Le périmètre de désignation du représentant de la section syndicale**, Dr. Soc. Novembre 2011, p. 1131.

75) Commentaire de deux arrêts rendus le 28 septembre 2011, **L'enchevêtrement des niveaux de négociation et des modes de conclusion des accords préélectoraux**, JCP 2011, éd. Soc., 1549.

76) Commentaire de 5 arrêts rendus le 18 mai 2011, **L'affiliation confédérale, élément déterminant du vote des salariés**, Dr. Soc. Novembre 2011.

77) Note sous Cass. soc. 31 mai 2011, **La cohabitation entre syndicats intercatégoriels et catégoriels**, Dr. Soc. 2011, p. 1132.

78) Note sous Cass. soc. 31 mai 2011, **Les conditions de validité de la résolution emportant désaffiliation d'une fédération**, Dr. Soc. 2011, p. 1133.

79) Note sous Cass. soc. 15 juin 2011, **Le représentant des salariés dans les procédures collectives comme institution représentative du personnel**, Dr. Soc. 2011, p. 1137.

80) Commentaire de 7 arrêts rendus le 28 septembre 2011, **Les syndicats mis à l'épreuve des scrutins**, Dr. Soc. Décembre 2011, p. 1241 à 1253.

81) Note sous Cass. soc. 28 septembre 2011, **La détermination du nombre de CHSCT dans les entreprises d'au moins 500 salariés**, Dr. Soc. 2011, p. 1308.

82) Note sous Cass. soc. 20 octobre 2011, **La constitutionnalité du critère syndical d'ancienneté de deux ans**, Dr. Soc. 2011, p. 1310.

83) Note sous Cass. soc. 21 septembre 2011, **Les conditions de négociation et d'application d'un accord de droit syndical**, Dr. Soc. 2011, p. 1312.

84) Note sous Cass. soc. 28 septembre et 6 octobre 2011, **Les conditions de négociation, de conclusion et de contestation du protocole d'accord préélectoral**, Dr. Soc. 2011, p. 1313.

85) Note sous Cass. soc. 28 septembre 2011, **Mise à disposition : les options de vote différentes selon les élections en cause**, Dr. Soc. Décembre 2011, p. 1315.

86) Note sous Cass. soc. 26 octobre 2011, **Les séances du comité central d'entreprise en visioconférence**, Dr. Soc. 2012, p. 98.

87) Note sous Cass. soc. 26 octobre 2011, **Les conditions de révision d'un protocole d'accord préélectoral**, Dr. Soc. 2012, p. 99.

88) Note sous Cass. soc. 26 octobre 2011, **Les listes de candidatures séparées de syndicats appartenant à la même tendance**, Dr. Soc. 2012, p. 101.

- 89) Note sous Cass. soc. 9 novembre 2011, **Le dépôt tardif des candidatures**, Dr. Soc. 2012, p. 102.
- 90) Note sous Cass. soc. 16 novembre 2011, **Les conditions de désignation du délégué syndical central**, Dr. Soc. 2012, p. 106.
- 91) Note sous Cass. soc. 16 novembre 2011, **La contestation des élections des membres du CHSCT**, Dr. Soc. 2012, p. 108.
- 92) Note sous Cass. soc. 16 novembre 2011, **De la distinction entre absence de quorum et carence**, Dr. Soc. 2012, p. 109.
- 93) Note sous Cass. soc. 16 novembre 2011, **Conditions de vote des salariés à temps partiel : révision urgente !**, D. 2012, Act. p. 22.
- 94) Note sous Cass. soc. 10 janvier 2012, **L'utilisation de la messagerie électronique à des fins syndicales**, D. 2012, Act. p. 223.
- 95) Note sous Cass. soc. 14 décembre 2011, **Le transfert d'un salarié n'emporte pas nécessairement le transfert de son score électoral**, D. 2012, Act., p. 224.
- 96) Note sous Cass. soc. 30 novembre 2011, **Le droit de rature, droit inhérent au scrutin de liste**, Dr. Soc. Février 2012, p. 207.
- 97) Note sous Cass. soc. 9 novembre 2011, **De la compétence de l'autorité administrative pour la répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel**, Dr. Soc. Février 2012, p. 203.
- 98) Note sous Cass. soc. 9 novembre 2011, **L'impossibilité d'écarter une catégorie de personnel de toute participation aux élections des représentants du personnel**, Dr. Soc. Février 2012, p. 201.
- 99) Note sous Cass. soc. 15 novembre 2011, **Quelle majorité pour l'approbation par les salariés d'un accord de prévoyance ?**, Dr. Soc. Février 2012, p. 204.
- 100) Note sous Cass. soc. 14 décembre 2011, **La représentation syndicale de collègues « spécifiques »**, Dr. Soc. Février 2012, p. 213.
- 101) Note sous Cass. soc. 14 décembre 2011, **Les conditions de désignation du représentant syndical au comité d'entreprise dans les entreprises de moins de 300 salariés**, Dr. Soc. Février 2012, p. 216.
- 102) Note sous Cass. soc. 11 janvier 2012, **Juge de l'action, juge de l'exception**, Dr. Soc. Mars 2012, p. 320.
- 103) Note sous Cass. Soc. 10 janvier 2012, **L'avis du CHSCT, fruit d'une délibération**, Dr. Soc. Mars 2012, p. 318.
- 104) Note sous Cass. Soc. 31 janvier 2012, **La contestation des résultats du premier tour des élections**, Dr. Soc. Avril 2012, p. 430.

105) Note sous cass. Soc. 25 janvier 2012, **Temps partiel et décompte des effectifs**, Dr. Soc. Avril 2012, p. 424.

106) Note sous Cass. Soc. 28 mars 2012, **La liberté d'accès au lieu de dépouillement**, Dr. Soc. Mai 2012, p. 535.

107) Note sous Cass. Soc. 29 février 2012, **La désignation du salarié mis à disposition comme représentant de la section syndicale**, Dr. Soc. Mai 2012, p. 534.

108) Note sous Cass. Soc. 28 mars 2012, **Le monopole syndical de candidature au premier tour des élections**, Dr. Soc. Mai 2012, p. 534.

109) Note sous Cass. Soc. 27 mars 2012 (2 arrêts), **Les conditions d'exigibilité et d'utilisation de la subvention de fonctionnement du comité d'entreprise**, Dr. Soc. Juin 2012.

110) Note sous Cass. Soc. 12 avril 2012 (2 arrêts), **Les listes communes à plusieurs syndicats de la même tendance**, Dr. Soc. Juin 2012, p. 639.

111) Note sous Cass. Soc. 12 avril 2012, Note sous Cass. Soc. 12 avril 2012 (2 arrêts), **La cohabitation entre syndicats intercatégoriels et catégoriels (2)**, Dr. Soc. Juin 2012, p. 641.

112) Commentaire des arrêts du 25 janvier et 31 janvier 2012, **Qui est habilité à négocier le protocole d'accord préélectoral ?**, Droit Ouvrier mai 2012, p. 356.

113) Note sous Cass. Soc. 10 mai 2012, **La double candidature comme titulaire et suppléant**, Dr. Soc. Juillet-Août 2012, p. 753.

114) Note sous Cass. Soc. 10 mai 2012, **La vacance d'un siège réservé au personnel d'encadrement au sein du CHSCT**, Dr. Soc. Juillet-Août 2012, p. 753.

115) Note sous Cass. Soc. 10 mai 2012, **La désignation d'un délégué syndical central exclut celle d'un représentant de section syndicale au sein d'un établissement**, Dr. Soc. Juillet-Août 2012, p. 753.

116) Note sous Cass. Soc. 20 juin 2012, Dr. Soc. 2012, **Le délégué du personnel faisant fonction de délégué syndical dans les entreprises de moins de 50 salariés**, Dr. Soc. Septembre 2012, p. 858.

117) Note sous Cass. soc. 20 juin 2012, **Variations sur la locution « de droit »**, Dr. Soc. Septembre 2012, p. 857.

118) Note sous Cass. Soc. 20 juin 2012, **Le périmètre de désignation du représentant de la section syndicale**, Dr. Soc. 2012, p. 855.

119) Note sous Cass. Soc. 23 mai 2012, **L'utilisation d'un site intranet à des fins syndicales**, JCP S, 2012, 1298.

- 120) Note sous Cass. Soc. 26 septembre 2012, **Les conditions d'appréciation de l'électorat et de l'éligibilité des travailleurs temporaires**, Dr. Soc. 2012, p. 1073
- 121) Note sous Cass. Soc. 26 septembre 2012, **Le dépôt d'une liste de candidats par un délégué syndical non mandaté**, Dr. Soc. 2012, p. 1072.
- 122) Note sous Cass. Soc. 10 mai 2012, **Qu'est-ce qu'une liste commune ?**, JCP S, 2012, 1302.
- 123) Note sous Cass. Soc. 26 septembre 2012, **Le dépôt tardif d'une liste de candidats**, Dr. Soc. 2012, p. 1071.
- 124) Note sous Cass. Soc. 26 septembre 2012, **Le vote par correspondance avec dépouillement par lecture optique**, JCP S, 2012.
- 125) Note sous Cass. Soc. 15 novembre 2012, **Qu'est qu'un syndicat ?** Dr. Soc. 2013, p. 69.
- 126) Note sous Cass. Soc. 26 septembre 2012 (1 arrêt) et 14 novembre 2012 (2 arrêts), **La négociation du périmètre de l'établissement distinct**, Dr. Soc. 2013, p. 71.
- 127) Note sous Cass. Soc. 14 novembre 2012 (2 arrêts), **L'appréciation du critère de l'ancienneté du syndicat**, Dr. Soc. 2013, p. 73.
- 128) Note sous Cass. Soc. 14 novembre 2012, **La preuve de l'existence d'une section syndicale**, Dr. Soc. 2013, p. 75.
- 129) Note sous Cass. Soc. 24 octobre 2012 (2 arrêts), **L'impossibilité de déroger par voie conventionnelle aux conditions légales de désignation des représentants syndicaux au comité**, Dr. Soc. 2013, p. 76.
- 130) Note sous Cass. Soc. 24 octobre 2012, **Conformité à la Convention EDH de l'article L. 2323-2 C. trav. exigeant des élus au CE pour désigner un représentant syndical**, Dr. Soc. 2013, p. 77.
- 131) Note sous Cass. Soc. 24 octobre 2012, **L'employeur ne peut se faire juge de la validité de la désignation d'un représentant syndical au comité**, Dr. Soc. 2013, p. 81.
- 132) Note sous Cass. Soc. 28 novembre 2012, **Le droit à une représentation syndicale spécifique chez les pilotes de ligne**, Dr. Soc. 2013, p. 187.
- 133) Note sous Cass. Soc. 28 novembre 2012, **La désaffiliation imposée**, Dr. Soc. 2013, p. 184.
- 134) Note sous Cass. Soc. 28 novembre 2012, **Le périmètre d'appréciation des résultats électoraux en vue de la désignation d'un délégué syndical (2)**, Dr. Soc. 2013, p. 185.
- 135) Note sous Cass. Soc. 13 février 2013, **L'assouplissement des conditions de recours au vote par correspondance**, Dr. Soc. 2013, p. 372.

136) Note sous Cass. Soc. 13 février 2013, **La représentativité acquise pour toute la durée d'un cycle électoral**, Dr. Soc. 2013, p. 374.

137) Note sous Cass. Soc. 13 février 2013 (2 arrêts), **Désignation du représentant de la section syndicale : un revirement attendu**, Dr. Soc. 2013, p. 376.

138) Note sous Cass. Soc. 27 février 2013, **La confidentialité des codes permettant le vote électronique**, JCP S 2013, 1165.

139) Note sous Cass. Soc. 20 mars 2013, **L'aptitude à la fonction de représentant syndical au comité d'entreprise**, Dr. Soc. 2013, p. 472.

140) Note sous Cass. Soc. 20 mars 2013, **L'ancien délégué syndical choisi comme représentant de la section syndicale**, Dr. Soc. 2013, p. 464.

141) Note sous Cass. Soc. 27 mars 2013, **Le délégué du personnel titulaire désigné comme représentant de la section syndicale**, Dr. Soc. 2013, p. 466.

142) Note sous Cass. Soc. 27 février 2013 (3 arrêts), **Le choix des délégués syndicaux**, Dr. Soc. 2013, p. 468.

143) Note sous cass. Soc. 27 février 2013, **Le report du délai de forclusion de l'art. L. 2143-8 C. trav. Au jour où l'employeur a connaissance de la fraude dans la désignation du représentant syndical**, Dr. Soc. 2013, p. 470.

144) Note sous Cass. Soc. 27 mars 2013, **La compétence statutaire des syndicats catégoriels**, Dr. Soc. 2013, p. 463.

145) Note sous TI Belfort, 11 janvier 2013, **Quelle majorité pour conclure un protocole d'accord préélectoral ?**, Cahiers sociaux, juin 2013, p. 220.

146) Note sous Cass. Soc. 17 avril et 20 juin 2013, **Les droits électoraux des agents publics intégrés à un organisme de droit privé**, Dr. Soc. Juin 2013, p. 562.

147) Note sous Cass. Soc. 17 avril 2013, **La désignation des délégués syndicaux : entre restriction et liberté**, Dr. Soc. Juin 2013, p. 560.

148) Note sous Cass. Soc. 29 mai 2013, **Le sort des désignations syndicales obtenues par tolérance**, Dr. Soc. 2013, p. 651.

149) Note sous Cass. Soc. 29 mai 2013, **Le périmètres d'appréciation des résultats électoraux en vue de la désignation d'un délégué syndical**, Dr. Soc. Juillet-Août 2013, p. 653.

150) Note sous Cass. Soc. 26 juin 2013, **La conformité statutaire du champ professionnel et géographique d'intervention du syndicat**, Dr. Soc. Octobre 2013, p. 862.

151) Note sous Cass. Soc. 26 juin 2013, **La prorogation négociée des mandats électif**, Dr. Soc. 2013, p. 864.

152) Note sous Cas. Soc. 26 juin 2013, **La survenance d'un fait nouveau rendant impossible l'annulation d'une désignation syndicale**, Dr. Soc. Novembre 2013, p. 959.

153) Note sous Cass. Soc. 25 septembre 2013, **L'incidence d'un changement des périmètres sur la désignation d'un représentant de la section syndicale**, Dr. soc. Décembre 2013, p. 1059.

154) Note sous Cass. Soc. 16 octobre 2013, **Les conséquences d'une désaffiliation à l'égard d'un délégué syndical**, Dr. soc. Janvier 2014, p. 86.

155) Note sous cass. Soc. 16 octobre 2013, **L'effectivité du principe de participation**, Dr. Soc. Janvier 2014, p. 88.

156) Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel du 26 juillet 2013, **L'exclusion de vote des salariés mis à disposition pour l'élection des administrateurs salariés**, Revue des Sociétés, Février 2014, p. 112.

157) Note sous Cass. Soc. 14 nov. 2013, **L'appréciation dans le temps des critères de représentativité**, Dr. Soc. 2014, p. 180.

158) Note sous Cass. Soc. 24 septembre 2013 et 14 novembre 2013, **Etre ou ne pas être syndicat catégoriel**, Dr. Soc. 2014, p. 183

159) Note sous Cass. 31 mars 2009 et 14 novembre 2013, **La négociation de la composition et du périmètre de l'unité économique et sociale**, Dr. Soc. 2014, p. 186.

160) Note sous Cass. Soc. 4 février 2014, **Les modalités impératives de conclusion d'un accord collectif**, Dr. Soc. Mai 2014, p. 483

161) Note sous Cass. Soc. 19 février 2014, **Les conséquences d'un transfert des contrats de travail sur les mandats syndicaux**, Dr. Soc. Mai 2014, p. 486.

162) Note sous Cass. Soc. 14 janvier 2014, **Le bénéfice attendu d'une liste commune pour désigner un délégué syndical**, Dr. Soc. Mai 2014, p. 485.

163) Note sous Cass. Soc. 4 juin 2014, **La prééminence des candidatures déposées par la fédération syndicale**, Dr. Soc. Octobre 2014, p. 861 et 862.

164) Note sous Cass. Soc. 4 juin 2014, **La fin du mandat du représentant de la section syndicale**, Dr. Soc. Octobre 2014, p. 862 et 863.

165) Note sous Cass. Soc. 2 juillet 2014, **A qui incombe la rédaction du procès-verbal des élections ?**, Dr. Soc. Novembre 2014, p. 962 et 963.

166) Note sous Cass. Soc. 2 juillet 2014, **La participation d'un syndicat catégoriel à une négociation intercatégorielle**, Dr. Soc. Décembre 2014, p. 1070 et 1071.

167) Note sous 4 juin 2014, **Modalités de mise en œuvre du vote électronique**, JCP S, 9 septembre 2014, 1344, p. 37 à 38.

168) Note sous 8 octobre 2014, **Le renouvellement prématuré d'un CHSCT**, Dr. Soc. Février 2015, p. 187 et 188.

169) Note sous 5 novembre 2014, **Liste commune : le risque de « captage » des suffrages**, Dr. Soc. Février 2015, p. 191 et 192.

170) Note sous TGI Paris 9 septembre 2014, **Loyauté dans la négociation collective : Distinction entre « signatures séparées » et « négociations séparées »**, Les Cahiers sociaux février 2015, p. 97 à 99.

171) Note sous Cass. Soc. 17 décembre 2014, **Nouvelles précisions sur le décompte des effectifs**, Droit Soc. 2015, p. 284 et 285.

172) Note sous Cass. Soc. 28 janvier 2015, **La représentation des cadres au sein du comité central d'entreprise**, Dr. Soc. 2015, p. 471 et 472.

173) Note sous Cass. soc. 28 janvier 2015, **Peut-on organiser des élections professionnelles pendant une grève**, JCP S 31 mars 2015, 1114, p. 31 à 34.

174) Note sous cass. Soc. 17 décembre 2014, **L'abandon de la condition d'unanimité pour la conclusion d'un accord de réduction ou de prorogation des mandats**, Dr. Soc. 2015, p. 378 et 379.

175) Note sous CE 11 mars 2015, 2 espèces, **L'intransigeance de la CNIL et du Conseil d'Etat en matière de vote électronique**, JCP éd. S, 2015, 1194, p. 31 à 35.

176) Note sous Cass. Soc. 5 novembre 2014, **La présentation aux élus du personnel d'un plan « confidentiel » de départs volontaires**, Revue des Sociétés, septembre 2015, p. 510 à 514.

177) Note sous Cass. soc. 31 mai 2016, **« Dépôt d'une liste de candidats aux élections des délégués du personnel »**, JCP S du 20 septembre 2016, 1314, p. 41 à 43.

178) Note sous Cass. soc. 9 septembre 2016, **Les conditions d'appréciation de l'indépendance et de la transparence d'un syndicat**, Dr. Soc. décembre 2016.

179) Note sous Cass. soc. 21 septembre 2016, **La confidentialité des votes exprimés par voie électronique**, JCP S du 2 novembre 2016, 1371, p. 24 à 26 ;

180) Note sous Cass. soc. 16 novembre 2016, **Le licenciement économique dans les groupes de sociétés et les réseaux de distribution**, Revue des sociétés, avril 2017, p. 243 à 249.

181) Note sous Cass. soc. 21 septembre 2016, **La poursuite de la procédure d'alerte économique déclenchée par un comité d'entreprise**, Revue des sociétés, juin 2017, p. 378 à 381.

182) Note sous Cass. soc. 22 février et 8 mars 2017, **La transparence financière comme condition généralisée à l'exercice des prérogatives syndicales dans l'entreprise**, Dr. soc. 2017, p. 575 et 576.

183) Note sous Cass. soc. 1 février 2017, **L'extension du statut protecteur à tout membre d'une commission paritaire professionnelle**, Dr. soc. 2017, p. 577 et 578.

184) Note sous TI Châteauroux du 23 février 2017, **La parité électorale dans l'entreprise**, Les Cahiers Sociaux Juillet 2017, p. 360 à 362.

185) Note sous Cass. soc. 16 nov. 2016, **Le licenciement économique dans les groupes de sociétés et les réseaux de distribution**, Revue des sociétés, avril 2017, p. 243 à 249.

186) Note sous Cass. soc. 21 septembre 2016, **La poursuite de la procédure d'alerte économique déclenchée par un comité d'entreprise**, Revue des sociétés, juin 2017, p. 378 à 381.

187) Note sous Cass. soc. 21 septembre 2016, **Les délais d'examen des informations remises au comité d'entreprise**, Revue des sociétés, juillet-Août 2017, p. 446 à 449.

188) Note sous Cass. 2<sup>ème</sup> civ. 9 mars 2017, **Pas de requalification et de redressement URSSAF sans mise en cause des médecins remplaçants**, JCP Ed. Entreprises et Affaires du 19 octobre 2017, n° 1579, p. 46 et 47.

188) Note sous 21 septembre 2017, **Action syndicale : droits attachés à la personne du salarié et intérêt collectif de la profession**, JCP S 2017.

189) Note sous Cass. soc. 12 juillet 2017, **La fermeture provisoire de l'accès à une messagerie électronique en matière syndicale**, Dr. soc. janvier 2018.

### **Avant-propos et préfaces :**

Avant-propos, Actes du colloque « Les nouvelles intercommunalités et leurs outils », Avignon, 21 octobre 2011, (publication du Grand Avignon, de l'Association des Directeurs Généraux des Communautés de France et du Cercle Colbert), p. 15 et 16.

Avant-propos, Actes du colloque « Communes, intercommunalités, départements, régions : Que faire ensemble », Avignon, 5 oct. 2012 (publication du Grand Avignon, de l'Association des Directeurs Généraux des Communautés de France et du Cercle Colbert), p. 15 et 16.

Préface de l'ouvrage de Marion Emeras, La démocratie sociale dans l'entreprise après la loi du 20 août 2008, Mare et Martin, 2015, p. 19 à 21.

Avant-propos, Actes du colloque « Le droit à la participation, principe oublié ou renaissant », Avignon, 27 mars 2015, Dalloz, Dr. soc. décembre 2015, p. 952 et 953.

Avant-propos, Actes du colloque « Liberté et droits syndicaux des agents publics », Avignon, 10 mars 2017, Dalloz, Dr. soc. décembre 2017, p. 484 et 485.

Avant-propos, Actes du colloque « Le fait religieux en entreprise », sous la dir. de Joël Colonna et Virginie Renaux-Personnic, Aix-en-Provence, 3 mars 2017, à paraître aux PUAM.

## ARTICLES ET OUVRAGES EN HISTOIRE-----

### Auteur de plusieurs publications en histoire

Ouvrage personnel :

1) *La batellerie sur la Seine au 20<sup>ème</sup> siècle : l'histoire de l'Union Normande*,

Editions Méroé-Mare et Martin, 2016, 218 pages ; un extrait de l'ouvrage a été publié dans la revue trimestrielle de l'association La France généalogique, n° 279 – 15 février 2017, p. 11 à 15.

2) *Envoûtant Ventoux*,

Coll. En-Jeux, Editions Universitaires d'Avignon, 2016, 233 pages.

3) *Charles Lenepveu (1840-1910), musicien officiel de la III<sup>ème</sup> République*,

(Prix GOSSIER 2015 de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen),

Editions Mare et Martin, 2014, 218 pages.

Ouvrages collectifs :

1) *Saint-Nom la Bretèche aux portes des châteaux royaux*, Ed. des Amis de Saint-Nom la Bretèche, 1987, ouvrage collectif.

2) *Introduction à l'œuvre de l'Abbé de saint Non* (1 article), in *L'Abbé de Saint-Non, 1727 – 1791, Un humaniste au siècle des lumières*, Ed. des Amis de Saint-Nom la Bretèche, 1992, p. 36 à 39.

3) *Saint-Nom la Bretèche, Quatre hameaux pour un village* (2 parties sur l'histoire du 19<sup>ème</sup> siècle et du 20<sup>ème</sup> siècle), Ed. des Amis de Saint-Nom la Bretèche, 1994 .

Articles :

- **Couleurs et lumières chez Jean-Eric Turquin ou les miroirs de l'âme**, article proposé aux Carnets du Ventoux

- **Les sports d'hiver sur le Ventoux**, Etudes comtadines, Automne 2017.

- **L'habitat semi-troglodytique de Carroufra (Vénasque)**, Etudes comtadines, printemps 2017, p. 91 à 107.

- **Le jas de Taramate dans le Ventouret**, Etudes comtadines, printemps 2017, p. 63 à 70.

- **Les frères de la Madelène, conteurs du Ventoux**, non publié.

- **Découverte du premier Livre d'or du Ventoux (1887-1890), L'ascension du peintre Jules Laurens**, Les Carnets du Ventoux, Automne 2016, p. 67 à 70.

- **Charles Lenepveu (1840-1910), Parcours personnel et musical**, Revue musicale, Association Massenet Internationale, n° 12, 2016, p. 29 à 45.

- **Le Mont-Ventoux vu du ciel**, Les Carnets du Ventoux, printemps 2016, p. 51 à 56.

- **L'expérience touristique d'un industriel du textile au début du 20<sup>ème</sup> siècle** [Récit du voyage entrepris par Aimé Vincent (1841-1919) et sa famille en Tunisie et en Algérie du 9 mars au 6 mai 1911], in Revue électronique Via, 2015 (20 pages).

- **Le sacré sur le Ventoux**, in Etudes Comtadines, avril 2016, p. 20 à 37.

- **Jas et drailles sur le Ventoux**, in Etudes Comtadines, oct. 2015, p. 47 à 73.

- **L'Union Normande (1905-1980), une entreprise pionnière dans la navigation intérieure**, in Etudes Normandes, Presses Universitaires de Rouen et du Havre, 2015, 1<sup>er</sup> semestre, p. 49 à 65.

- **L'atelier Bernus : une floraison d'artistes et d'oeuvres**, in Etudes Comtadines, avril 2014, p. 91 à 119.

- **Jacques Bernus (1650-1728), sculpteur provençal**, in Etudes Comtadines, oct. 2013, p. 55 à 78.

- **Charles Lenepveu, une gloire musicale à Rouen**, Etudes Normandes, Presses Universitaires de Rouen et du Havre, 2012, 1<sup>er</sup> semestre, p. 39 à 74.

- **Choisel, terre d'asile des artistes**, in L'Echo de Choisel, janvier 2011, p. 2 à 7.
- **Ingrid Bergman à Choisel**, in L'Echo de Choisel, janvier 2011, p. 8 à 10.
- **Michel Tournier et Choisel**, in L'Echo de Choisel, janvier 2011, p. 12 à 15.
- **Jacques-Kosciusko Morizet (1913-1994), une vie consacrée au rayonnement international de la France**, site Histoire de la commune de Saint-Nom la Bretèche. Septembre 2009.
- **Claude Barma : gloire et grandeur de la télévision**, in Vivre à Saint-Nom la Bretèche, novembre 1994, pp. 14 à 16.
- **La famille de Lesseps à Saint-Nom la Bretèche : le sang diplomatique**, in Vivre à Saint-Nom la Bretèche, avril 1994, pp. 26 et 27.
- **Un autre son de cloche**, in Vivre à Saint-Nom la Bretèche, novembre 1993, pp. 14 et 15.
- Deux articles sur l'acteur Pierre Richard-Willm : **Tel un marquis aux cheveux blancs**, in Vivre à Saint-Nom la Bretèche, avril 1993, pp. 28 et 29 ; **Une toute petite maison dans un très grand jardin**, in Vivre à Saint-Nom la Bretèche, novembre 1992, pp. 12 à 14.

#### **Radio et interview de journalistes :**

- 26 novembre 2017 : Interview sur RTV (Radio Territoire Ventoux) par la journaliste Annick Jean sur « Envoûtant Ventoux ».
- 11 octobre 2016 : Interview sur RCF (Radio Chrétienne Francophone) par la journaliste Anne-Marie Aubanel à l'occasion de la sortie de « Envoûtant Ventoux ».
- 12 juillet 2016 : Interview sur France-bleu Vaucluse par le journaliste Jean-Pierre Burlet à l'occasion de la sortie d' « Envoûtant Ventoux ».
- 4 juillet 2016 : Interview par la journaliste Cécile Bodarwé, de Midi-libre, à l'occasion de la sortie d' « Envoûtant Ventoux ».
- 2 juillet 2015 : Interview sur RCF par la journaliste Anne-Marie Aubanel à l'occasion de la sortie d'un article sur « Jas et drailles sur le Ventoux ».

#### **ENREGISTEMENTS, COLLOQUES et COMMUNICATIONS-----**

25 octobre 2017 : Introduction à la table ronde sur « **Le comité social et économique : pour le renouveau du dialogue social ?** », lors du colloque organisé par la CCI Paris-Ile de France sur « Ordonnances réformant le Code du travail : quel accueil pour les entreprises ? ».

24 octobre 2017 : Intervention sur « **Le droit à l'accompagnement** » à l'université d'Avignon, diplôme universitaire « Accompagnateur des parcours professionnels »

23 octobre 2017 : participation à la « La Tribune du Vaucluse », émission sur RCF Vaucluse sur le thème des **ordonnances « Macron »**.

13 octobre 2017 : Intervention sur « **La légitimité des organisations syndicales, préalable à la légitimité de l'accord collectif** » à l'Université de Clermont-Ferrand lors du colloque portant sur « La légitimité de la norme en droit social ».

10 et 11 octobre 2017 : Conférence sur « **Loi Travail et représentativité syndicale** » et « **Les modes dérogatoires de négociation** » à l'Institut du travail (ISSTO) de l'université de Rennes 2.

7 octobre 2017 : participation au Salon du Livre Juridique, Conseil constitutionnel.

30 septembre 2017 : Conférence sur « **Justice, efficacité et volonté populaire dans les modes de scrutin** » organisée par le Cercle Républicain de la ville de Mazan.

8 juin 2017 : Intervention sur « **Les actions de groupe en droit du travail** » à l'Université Jean Moulin Lyon III lors d'un colloque sur « La loi « J 21 » et les actions de groupes : une nouvelle dynamique ? ».

2 juin 2017 : participation à « **L'instant républicain** » organisé par le Lycée Jean-Henri Fabre (Carpentras) ; table ronde sur **le concept de fraternité** avec des élèves, enregistrée par la radio locale RTV.

6 avril 2017 : Intervention sur « **L'ubérisation et le contrat de travail** » à ICES (Institut Catholique de l'Enseignement Supérieur) à La Roche-sur-Yon lors du colloque sur « Droit et économie : des divergences aux convergences » (sous la dir. de Serge Schweitzer).

31 mars 2017 : Intervention sur **le droit à la déconnexion** lors d'une conférence organisée à Avignon par le Club de l'économie du journal La Provence.

27 mars 2017 : Intervention sur « **Le juge prud'homal face au licenciement pour motif économique** » et sur « **L'inaptitude médicale du salarié** » au Palais de justice d'Avignon ; Assemblée générale des conseillers prud'homaux d'Avignon.

14 mars 2017 : Intervention sur « **La pénibilité au travail comme risque professionnel** » à l'Université d'Aix-Marseille lors du colloque organisé par l'Institut Régional du travail sur « Des risques psycho-sociaux à la Qualité de vie au travail » (sous la dir. de Mario Correia)

10 mars 2017 : Intervention sur « **Le droit de grève dans les services publics : un puzzle à recomposer ?** » au colloque organisé à l'université d'Avignon sur : « Liberté et droits syndicaux des agents publics » ; coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque.

7 mars 2017 : conférence sur « **Le droit électoral dans l'entreprise** » à Aix-Marseille Université (dans le cadre des enseignements du Master 2 de Droit social dirigé par le Prof. Alexis Bugada).

25 janvier 2017 : conférence à destination des étudiants du master Professionnel de Droit du travail (Aix-Marseille Université) sur le thème de « **L'organisation des élections** ».

18 janvier 2017 : conférence à destination des étudiants du master Professionnel de Droit du travail (Aix-Marseille Université) sur le thème des « **Aides à l'emploi** » et du « **Droit au chômage** ».

24 novembre 2016 : Conférence à l'université d'Avignon avec Miguel Couralet, directeur du travail honoraire, et Tomas Redondo, secrétaire général IUMM Vaucluse, sur « **Le référendum en entreprise** » ; coordonnateur de la conférence.

7 octobre 2016 : Intervention sur « **L'éphémère dans la période d'essai** » au colloque organisé à l'université d'Avignon, avec la participation du Théâtre du Chêne Noir, sur : « L'éphémère, objet de droit » ; coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque.

27 septembre 2016 : Intervention sur « **Négociation collective : la volonté d'encadrer et d'orienter la liberté contractuelle des partenaires sociaux** » lors de l'inauguration du 17<sup>ème</sup> bureau du cabinet Barthélémy à Avignon.

Juillet 2016 : Interview par la journaliste Anne Bariet en vue de la préparation d'un article qui s'intitule : « **Comités de groupe européens, directives communautaires, mobilité : quels scénarios pour l'après-Brexit ?** », Actuel-RH du 11 juillet 2016.

13 juin 2016 : Intervention sur « **Gérer et anticiper la modification du contrat de travail** » au palais de justice d'Avignon ; Assemblée générale des conseillers prud'homaux d'Avignon.

10 juin 2016 : Intervention sur « **Actualité de l'action syndicale en matière prud'homale** » à la journée prud'homale organisée par la faculté de droit d'Aix (Université AMU).

18 mai 2016 : Intervention sur « **Les commissions paritaires régionales interprofessionnelles** » pour l'Institut du travail de l'Ouest (ISSTO) à l'université de Nantes.

29 avril 2016 : Intervention sur « **Une représentation du personnel à la carte** » au colloque organisé à l'Université de Nîmes et son barreau sur : « Faut-il réformer le Code du travail ? ».

31 mars 2016 : Organisation d'une conférence avec Jacques Barthélémy à l'université d'Avignon : « **Le droit social comme technique d'organisation de l'entreprise** ».

18 mars 2016 : Intervention sur « **Travailler et bien vieillir** » au colloque organisé à l'université d'Avignon sur « La pénibilité au travail » ; Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique.

8 mars 2016 : conférence à destination des étudiants du master Recherche Droit du travail (Aix-Marseille Université) sur le thème du « **Droit électoral de l'entreprise** ».

28 janvier 2016 : conférence à destination des étudiants du master Professionnel de Droit du travail, dirigé par Michel Buy (Aix-Marseille Université) sur le thème de « **L'organisation des élections** ».

11 décembre 2015 : intervention sur « **Quelle évolution des attributions économiques et professionnelles du comité d'entreprise ?** » au colloque organisé à l'Université de Poitiers sur les 70 ans des comités d'entreprise « Le comité dans l'évolution de la représentation collective des salariés » (10 et 11 décembre 2015).

27 novembre 2015 : Ouverture, puis intervention au colloque « **Internet et entreprise, risques et protection** », en collaboration avec ELEOM Avocats ; Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique (Université d'Avignon).

20 novembre 2015 : Intervention sur « **Le vieillissement du salarié** » au colloque sur « Une nouvelle politique sociale sur le vieillissement : histoire et prospective d'un défi » (Aix Marseille Université).

9 octobre 2015 : Ouverture puis rapport de synthèse intitulé « **La généalogie à l'épreuve ou au service du droit ?** » du colloque « Droit et généalogie » (Université d'Avignon) ; Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique.

29 mai 2015 : Modérateur dans l'atelier sur les modes de financement de la sécurité sociale : « **L'assurance-maladie : entre maîtrise des dépenses et recherche de nouvelles voies de financement** », Colloque à l'Université de Bordeaux organisé par le COMPTRASEC sur « La sécurité sociale : 70 ans, une idée neuve ».

19 mai 2015 : Conférence à L'Université Populaire d'Avignon sur « **Démocratie sociale et citoyenneté dans l'entreprise** ».

27 mars 2015 : Ouverture du colloque « **Le droit à la participation, principe oublié ou renaissant ?** » ; Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique

20 février 2015 : conférence sur « **Le droit électoral dans l'entreprise** » à Aix-Marseille Université (dans le cadre des enseignements du Master 2 de Droit social dirigé par Alexis Bugada).

16 janvier 2015 : intervention sur « **La mosaïque des financements de la protection sociale** » au colloque organisé par la Société Française de Finances publiques au Ministère de l'Economie et des Finances sur « Finances publiques : quelle place pour demain ? ».

18 décembre 2014 : conférence à destination des étudiants du master Professionnel de Droit du travail, dirigé par Michel Buy (Aix-Marseille Université) sur le thème de « **L'organisation des élections** ».

5 décembre 2014 : Conférences sur « **La représentativité syndicale** » et « **La pénibilité au travail** » lors d'une demi-journée de formation organisée par la CA de Nîmes à destination des conseillers prudhomaux et des avocats.

28 nov. 2014 : ouverture du 3ème congrès de l'ARIMHE (Association pour la Recherche Interdisciplinaire sur le Management des Entreprises) qui s'est tenu à l'université d'Avignon sur le thème : "**Territoire(s), entrepreneuriat et management**".

21 novembre 2014 : ouverture du colloque organisé à l'université d'Avignon, en partenariat avec ELEOM Avocats, sur « **La négociation de la force de travail** » ; intervention sur « **Les clauses et les accords de mobilité** ». Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique.

10 octobre 2014 : ouverture du colloque organisé à l'université d'Avignon, en partenariat avec l'EFACS, sur « **Droit et loyauté** » ; intervention sur « **La loyauté dans le dialogue social** ». Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique.

19 septembre 2014 : ouverture d'un colloque organisé à l'université d'Avignon sur : « **Après les arrêts Inserm et Ryanair, quel régime pour l'arbitrage en droit administratif** ».

10 juin 2014 : Rencontres de l'entrepreneur organisées par le Barreau de Crapentras : participation à une table ronde, avec intervention sur **La sécurisation économique et juridique de l'entreprise** (matin) ; participation à une table ronde, avec intervention « **La rupture conventionnelle a-t-elle encore un avenir ?** ».

27 mai 2014 : intervention (intitulée : « **L'accompagnement financier des personnes âgées** ») au colloque organisé à l'université Paris V sur « **La prise en charge de la dépendance à l'horizon de la loi d'adaptation de la société au vieillissement** ».

4 avril 2014 : rapport introductif (intitulé « **Quels financement pour le dialogue social ?** ») du colloque organisé à l'Université d'Avignon sur « **L'argent, les syndicats et les élus du personnel** ». Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique.

14 février 2014 : ouverture d'une journée de formation organisée en partenariat avec les barreaux d'Avignon et de Carpentras : « **Journée d'actualité en droit de l'entreprise** » ; intervention sur l'actualité en droit des relations collectives du travail.

8 novembre 2013 : ouverture du colloque organisé à l'université d'Avignon, en partenariat avec l'association ELEOM, sur le droit de la vigne et du vin : « **AOC/Marques : complément ou alternative ?** » ; présidence des débats de l'après-midi ; membre du comité scientifique.

24 mai 2013 : ouverture du colloque organisé à l'Université Avignon sur : **Droit et cinéma**, dans le cadre des activités du Laboratoire Biens, Normes, Contrats, du Master II Droit des contrats publics et privés et du Master II Droit des biens culturels.

22 mars 2013 : rapport introductif du colloque organisé à l'Université d'Avignon intitulé : « **Vers un droit électoral professionnel** ». Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique.

22 mars 2013 : ouverture du colloque organisé à l'Université d'Avignon par l'Association Rencontres Notariat-Université (ARNU), sur « **Le pacte de préférence** ».

1 mars 2013 : conférence sur « **Le droit électoral dans l'entreprise** » à Aix-Marseille Université (dans le cadre des enseignements du Master 2 de Droit social dirigé par le Prof. Alexis Bugada)

8 février 2013 : ouverture d'une journée de formation organisée en partenariat avec les barreaux d'Avignon et de Carpentras : « **Journée d'actualité en droit de l'entreprise** » ; intervention sur l'actualité en droit des relations collectives du travail.

9 janvier 2013 : conférence à destination des étudiants du master Professionnel de Droit du travail, dirigé par le Pr. Michel Buy (Aix-Marseille Université) sur le thème de « **L'organisation des élections** ».

26 octobre 2012 : intervention sur « **L'obligation de sécurité à la lumière des nouveaux outils de prévention de la pénibilité** » devant un public de contrôleurs, d'inspecteurs et de directeurs du travail à l'Institut National du Travail (INT).

12 octobre 2012 : rapport introductif du colloque « **L'accompagnement, entre droit et pratique** », 25 mars 2011, Université d'Avignon. Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique.

5 octobre 2012 : ouverture du colloque sur « **Communes, intercommunalités, départements, régions : Que faire ensemble ? Transferts de compétences et potentiels** ».

**économiques des territoires** » (Université d'Avignon) en partenariat avec La Lyonnaise des Eaux.

4 octobre 2012 : rapport introductif « **Quel accompagnement dans un cadre contraint ?** » et conclusion, journée de l'insertion organisée en partenariat avec le Conseil général du Vaucluse.

Juillet 2012 : Interview par le journaliste Stéphane Béchaux, en vue de la préparation d'un article qu'il intitulera « La double vie des profs de droit social », Liaisons sociales magazine, n° 135 du 3 octobre 2012.

8 juin 2012 : intervention sur « **Les périmètres de l'établissement distinct** » lors du colloque organisé par la faculté de droit de Montpellier sur « Les périmètres sociaux ».

1<sup>er</sup> juin 2012 : ouverture du colloque organisé à Avignon sur : **La controverse doctrinale**, dans le cadre des activités du Laboratoire Biens, Normes, Contrats, du Master II Droit des contrats publics et privés et du Master II Droit des biens culturels.

31 mai 2012 : entretien avec la journaliste Anne Domèce (France Bleu Vaucluse) sur le thème de la recomposition des forces syndicales ; intervention sur « **La rénovation des critères de la représentativité syndicale** » lors d'une conférence organisée à l'Université d'Avignon sur « Quels syndicats pour demain ? ». Coordonnateur de la conférence.

27 mars 2012 : ouverture d'une conférence à destination du notariat sur les chiffres de l'immobilier (université d'Avignon).

16 Mars 2012 : participation aux « **Rencontres de Droit social** » organisées par la Chambre sociale de la Cour de cassation.

2 mars 2012 : intervention sur le thème de **La place du droit public dans les enseignements universitaires** à l'occasion du 5<sup>ème</sup> anniversaire du Tribunal Administratif de Nîmes.

25 novembre 2011 : intervention à l'ENS de Lyon-IFE sur « **Le vote électronique est-il adapté aux élections des représentants du personnel ?** », Journée d'étude sur « Vote électronique, Dispositifs, pratiques et contestations »

18 novembre 2011 : conférence sur « Le droit électoral dans l'entreprise » à la faculté de droit d'Aix-Marseille (dans le cadre des enseignements du Master 2 de Droit social dirigé par le Prof. Alexis Bugada).

21 octobre 2011 : ouverture du colloque sur « **Les nouvelles intercommunalités et leurs outils** » (Université d'Avignon)

31 mai 2011 : intervention sur **La rénovation de la démocratie sociale** devant un public de contrôleurs, d'inspecteurs et de directeurs du travail à l'Institut National du Travail (INT).

26 mai 2011 : ouverture du colloque organisé à l'Université Avignon sur : **La patrimonialisation du corps humain**, dans le cadre des activités du Laboratoire Biens, Normes, Contrats, du Master II Droit des contrats publics et privés et du Master II Droit des biens culturels.

2011 : intervention prévue sur « **Les sanctions des prérogatives économiques du comité d'entreprise** », colloque sur « Les pratiques syndicales du droit, France, XXème-XXIème siècles », Paris, organisé les 11 et 12 mai 2011 par l'Université Panthéon-Sorbonne et le Centre d'Histoire Sociale du XXème siècle.

18 mars 2011 : participation aux « **Rencontres de Droit social** » organisées par la Chambre sociale de la Cour de cassation.

2011 : allocation d'ouverture prévue du colloque « **Le juge judiciaire et la Constitution** », 25 mars 2011, Université d'Avignon. Coordonnateur avec Arnaud Martinon du colloque.

2011 : entretien avec le journaliste Philippe Chauché (France Bleu Vaucluse) sur le thème des **35 heures** (7 janvier 2011)

2010 : conférence le 29 novembre 2010 sur **Le droit des accidents du travail** à la faculté de droit de Montpellier (dans le cadre des enseignements du Master 2 DPRT – Droit et Pratiques des relations du travail, dirigé par le Prof. Christine Neau-Leduc)

2010 : conférence le 19 novembre 2010 sur **Le droit électoral dans l'entreprise** à la faculté de droit d'Aix-Marseille (dans le cadre des enseignements du Master 2 de Droit social dirigé par le Prof. Alexis Bugada)

2010 : interview dans le journal AVIGNEWS.COM (numéro du 20 au 26 octobre 2010) par Noëlle Réal, coordinatrice éditoriale sur : « **Mon patron peut-il surveiller ma vie privée ?** ».

26 mai 2010 : organisation d'une conférence sur « **La constitutionnalisation du droit social** » à l'université d'Avignon, avec Philippe Blachèr et Valérie Bernaud ; intervention sur « **L'application de la Constitution par la Cour de cassation. L'exemple tiré du droit du travail** ». Coordonnateur de la conférence.

2010 : Présidence du colloque (matinée) organisé à Avignon le 26 mars 2010 sur : **Commerce des fruits et légumes et Droit Européen : des règles complexes pour un secteur stratégique.**

2009 : conférence le 20 novembre 2009 sur **Le droit électoral dans l'entreprise** à la faculté de droit d'Aix-Marseille (dans le cadre des enseignements du Master 2 de Droit social dirigé par le Prof. Alexis Bugada).

2009 : intervention le 10 décembre 2009 à l'école du barreau de Lyon sur « **Les élections professionnelles depuis la loi du 20 août 2008** » ; organisée par la section lyonnaise de l'AFDT, dirigée par M.-C. Escande-Varniol.

2009 : conférence en novembre 2009 lors des Journées Portes ouvertes aux lycéens (Université d'Avignon) sur : **Le droit et la recherche.**

2009 : intervention le 23 septembre 2009 sur les « **Premières décisions intéressant la réforme de la démocratie sociale** », Palais de justice de Paris, Salle des criées ; organisée par l'AFDT (Association Française de Droit du Travail) présidée par François Gaudu.

2009 : Présidence du colloque organisé à Avignon le 5 juin 2009 sur : **Codification et recodification, entre droit des contrats et droit des biens**, dans le cadre des activités du Laboratoire Biens, Normes, Contrats et du Master II Droit des contrats publics et privés.

2009 : Intervention le 20 mars 2009 à Avignon sur « **L'accompagnement comme réponse au risque de pauvreté et d'exclusion** », séminaire du RESSAP (Réseau de recherche « Economie sociale et solidaire et action publique », Laboratoire Biens, Normes, Contrats, Université d'Avignon)

2009 : Participation à l'émission « L'heure des comptes » animé par Valère Correard, Directeur général de la radio RAJE Avignon, sur le thème du **droit de grève** (2 février 2009).

2008 : Enregistrement sur CD d'un cours **d'introduction générale au droit** (10 H) pour le CAVEJ (Centre Audiovisuel des Etudes Juridiques de Paris).

2008 : Entretien avec la journaliste Anne Domèce (France Bleu Vaucluse) sur le thème des **conseils de prud'hommes** et le droit du travail (3 décembre 2008).

2007 : Intervention à Amiens sur « **Le rôle du représentant des salariés dans les procédures collectives** » lors du colloque organisé le 23 mars 2007 par Nicole Decoopman (Université d'Amiens) sur les entreprises en difficultés et le droit du travail.

2006 : Conférence le 8 décembre 2006 sur « **L'ordre public dérogatoire** » à l'Institut des sciences sociales du travail de l'Université Paris I auprès de conseillers prud'homaux.

2006 : Intervention à l'Institut Universitaire de France sur « **L'instance en matière de contentieux électoral** » lors du colloque organisé le 25 octobre 2006 par MM. Gérard Couturier et Loïc Cadiet (Université Paris I) sur le thème suivant : « Procès du travail ; Travail sur le procès ».

2006 : Intervention à l'Ecole Normale Supérieure (Rue d'Ulm) sur « **La nature et les vertus de l'action de substitution** » lors du colloque organisé le 20 mars 2006 par MM. Gérard Couturier et Loïc Cadiet (Université Paris I) sur le thème suivant : « Procès du travail ; Travail sur le procès ».

## **ACTIVITES ET MISSIONS A L'ETANGER-----**

27 juin 2017 : Participation comme membre de jury à la soutenance de la thèse de Mme Anna Benioudaki (co-tutelle avec l'Université de Thessalonique) sur « **Le droit de la discrimination fondée sur le handicap et l'état de santé et sa contribution à la lutte contre la discrimination multiple** » (Directrices de thèse : Mme Thérèse Aubert-Monpeyssen et Mme Christina Delyaiani-Dimitrakou).

2 et 3 mars 2016 : Intervention sur « **Le contrat de travail est-il un instrument de sujétion ou de libération du salarié ?** » au colloque organisé à la faculté de droit de Sfax (Tunisie) sur « Actualité en droit des contrats : approche comparée » ; Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique (Université d'Avignon et de Sfax).

Du 21 au 26 octobre 2014 : séminaire de **méthodologie** appliquée à la recherche en droit pour les étudiants de Master et les doctorants de la faculté de droit de Sfax (Tunisie)

2011 : intervention sur « **La réforme des modes de représentation des travailleurs (loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale)** » au colloque sur « Les Nouvelles tendances du droit du travail », Beyrouth, Faculté de droit Saint-Joseph, 7 au 9 avril 2011.

2009 : rapporteur pour la France à Sydney au XIXème Congrès de droit du travail et de la sécurité sociale sur : « **Représentation des travailleurs et dialogue social au lieu de travail** », 45 pages.

1995 : Membre de la délégation française pour le 3ème Congrès régional américain de droit du travail et de droit de la sécurité sociale, Montréal, Canada, 24 au 27 mai 1995

#### **ACTIVITES D'ADMINISTRATION ET DE RESPONSABILITES COLLECTIVES-----**

Depuis le 1 septembre 2017 : responsable du thème de recherche « **Normativité, liberté, justiciabilité** » au sein du Centre de Droit Social (EA 901), Université d'Aix-Marseille.

Depuis le 1 septembre 2017 : **co-responsable du Master II de Droit social**, Université d'Aix-Marseille.

Depuis le 12 décembre 2017 : **Directeur du Département de droit privé**, faculté de droit et de science politique d'Aix

Depuis le 1 janvier 2017 : Membre (pour 3 ans) de la **Commission Nationale de l'examen d'accès au CRFPA** (examen d'avocat)

Mai 2017 : **Expert externe** auprès de l'ANR.

De 2015 à 2017 : Responsable de **projets Travail/Emploi** au sein du LBNC (Laboratoire Biens Normes Contrats)

Du 4 février 2011 au 5 février 2016 : **Doyen** de la Faculté de droit, d'Economie et de Gestion d'Avignon.

Depuis 2013 : **Co-fondateur et responsable** du Diplôme Universitaire « **Accompagnateur des parcours professionnels** » (devenue Licence professionnelle en 2017).

De 2010 à 2017 : **Membre élu du conseil de l'UFR** Droit, Economie, Gestion

2012-2015 : **Membre élu du Conseil Académique plénier et restreint** (CFVU, université d'Avignon)

2008-2011 :

- Responsable de la **licence en droit** à l'Université d'Avignon : Cette mission consiste à conseiller les étudiants sur leurs parcours (journées d'information...), élaborer les maquettes de la licence en droit, diriger l'équipe pédagogique de la Licence en droit, organiser le tutorat en 1<sup>ère</sup> année, mettre en œuvre le Plan réussite en licence, etc...

- Responsable de l'Axe de recherche « **Théories des normes et contrats** », au sein du Laboratoire Biens, Normes, contrats de l'Université d'Avignon.
- Animation du **séminaire des doctorants** du Laboratoire Biens, Normes, contrats de l'Université d'Avignon.
- Membre du comité de pilotage du Master Politiques sociales de l'Université d'Avignon.

2008 : Membre de la commission chargée de mettre en place les tutorats en Licence Droit (Plan Réussite en Licence), Université d'Avignon.

2006 à 2008 : Président de la commission de réorientation de l'UFR Droit social et AES de l'Université Paris I

2004 à 2008 : **Membre du comité de direction de l'Université Paris I et Chargé de mission du Président de l'Université Paris I (Politique de gestion des personnels administratifs).**

2004-2008 : **Membre élu du Conseil d'Administration** de l'Université Paris I.

2004 à 2008 : **Secrétaire de l'Association d'entraide des personnels** de l'Université Paris I

2003-2004 : **Membre élu du Conseil National des Universités**, section Droit privé (sous la présidence de Jacques MESTRE).

2002 à 2008 : **Codirecteur du MASTER II Administration et Gestion de l'Emploi.**

2002 à 2008 : **Membre élu de la Commission de spécialistes** (section droit privé) de l'Université PARIS I ; **élu assesseur** au bureau de cette commission en 2007.

2000-2008 : **Membre élu du conseil de l'UFR Droit social et AES** (Univ. Paris I).

#### **COMITE SCIENTIFIQUE, COMITE DE LECTURE-----**

2017-2018 : Membre du comité éditorial de l'ouvrage « Liber amicorum » en hommage à Pierre Rodière.

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui sera organisé à l'université d'Avignon le 2 mars 2018 sur : « **Le référendum en entreprise : nouveau mode de dialogue social ?** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui a été organisé à l'université d'Avignon le 10 mars 2017 sur : « **Liberté et droits syndicaux des agents publics** ».

Coordonnateur du séminaire qui a été organisé à l'Université d'Avignon le 24 novembre 2016 sur : « **Le référendum en entreprise** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui a été organisé à l'université d'Avignon, avec la participation du Théâtre du Chêne Noir, le 7 octobre 2016 sur : « **L'éphémère, objet de droit** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui a été organisé à Sfax, en Tunisie, les 2 et 3 mars 2016 sur : « **Actualité en droit des contrats : approche comparée** » (Université d'Avignon et de Sfax).

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui a été organisé à l'Université d'Avignon le 18 mars 2016 sur « **La pénibilité du travail** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui a été organisé à l'Université d'Avignon le 27 novembre 2015 : « **Internet et entreprise, risques et protection** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui a été organisé à l'Université d'Avignon le 9 octobre 2015 : « **Droit et généalogie** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui a été organisé à l'Université d'Avignon le 27 mars 2015 : « **Le droit à la participation, principe oublié ou renaissant** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui a été organisé à l'Université d'Avignon le 21 novembre 2014 : « **La négociation de la force de travail** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui a été organisé à l'Université d'Avignon le 10 octobre 2014 : « **Droit et Loyauté** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui a été organisé à l'Université d'Avignon le 4 avril 2014 : « **L'argent, les syndicats et les élus du personnel** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui a été organisé à l'Université d'Avignon le 22 mars 2013 : « **Vers un droit électoral professionnel** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui a été organisé à l'Université d'Avignon le 12 octobre 2012 sur « **L'accompagnement, entre droit et pratique** ».

Membre du comité scientifique des XI<sup>ème</sup> rencontres du RIUESS (Réseau inter-universitaire de l'économie sociale et solidaire) sur « **L'économie sociale et solidaire et le travail** », Poitiers 15-17 juin 2011.

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 25 mars 2011 sur « **Le juge judiciaire et la Constitution** ».

Directeur de la collection « Droit, travail et protection sociale » (Editions Mare et Martin).

Membre du comité scientifique de la revue Droit Social (Dalloz).

Membre du comité scientifique de la revue « Droit, santé, société ».

Membre du comité de lecture de la revue internationale « Business Management Review ».

Membre du comité scientifique, comme titulaire au titre du collègue « droit », de la réserve Biosphère attribuée sur la Ventoux par l'UNESCO.

Membre du comité organisateur du XVIIIème colloque international de droit du travail et de la sécurité sociale, qui s'est tenu à Paris en 2006.

**DIVERS-----**

Membre de l'Association Française de Droit du Travail (1996-1998)

Membre de la Société Française de Finances Publiques depuis 2015.

Membre élu de l'Académie du Vaucluse depuis 2015.

Membre de l'association Culture et Patrimoine, de Mazan.

Vice-président de l'Association Philosophique, Culturelle et Sociale de Mazan et du Comtat-Venaissin (APCS).

Co-fondateur et ancien administrateur de l'Association des Amis de Saint-Nom la Bretèche.

Fait le 11 janvier 2018

Franck PETIT